

SEANCES DU JEUDI 31 JUILLET 1986
VERGADERINGEN VAN DONDERDAG 31 JULI 1986ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DE L'APRES-MIDI
NAMIDDAGVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGE:

Page 2164.

COMMUNICATION:

Page 2164.

Arrêtés du pouvoirs spéciaux.

PROJET DE LOI (Renvoi)

Page 2164.

Renvoi à la commission de l'Intérieur du projet de loi modifiant les articles 4 et 16bis de la loi du 8 décembre 1976 réglant la pension de certains mandataires et celle de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 22 janvier 1981, qui est actuellement pendant à la commission des Affaires sociales.

PROJETS DE LOI (Discussion)

Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1986.

Projet de loi contenant le budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1986.

Discussion générale (reprise). — *Orateurs*: M. Deworme, Mme Rifflet-Knauer, MM. Valkeniers, Collignon, M. Verhofstadt, Vice-Premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan, M. Martens, Premier ministre, MM. de Wasseige, A. Geens, Lallemand, p. 2165.

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1985-1986
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1984-1985

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 2164.

MEDEDELING:

Bladzijde 2164.

Bijzondere-machtenbesluiten.

ONTWERP VAN WET (Verwijzing):

Bladzijde 2164.

Verwijzing naar de commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden van het ontwerp van wet tot wijziging van de artikelen 4 en 16bis van de wet van 8 december 1976 tot regeling van het pensioen van sommige mandatarissen en dat van hun rechtverkrigenden, gewijzigd bij de wet van 22 januari 1981, dat thans aanhangig is bij de commissie voor de Sociale Aangelegenheden.

ONTWERPEN VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1986.

Ontwerp van wet houdende de Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1986.

Algemene bespreking (hervatting). — *Sprekers*: de heer Deworme, mevrouw Rifflet-Knauer, de heren Valkeniers, Collignon, de heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan, de heer Martens, Eerste minister, de heren de Wasseige, A. Geens, Lallemand, blz. 2165.

PROJET DE LOI (Dépôt):

Page 2181.

Projet de loi sur la concurrence économique.

PROPOSITION DE LOI (Dépôt):

Page 2181.

M. Bataille. — Proposition de loi relative à la taxation des agriculteurs.

PROPOSITION (Dépôt):

Page 2181.

M. Egelseers. — Proposition de modification de l'article 54 du règlement du Sénat.

ONTWERP VAN WET (Indiening):

Bladzijde 2181.

Ontwerp van wet op de economische mededinging.

VOORSTEL VAN WET (Indiening):

Bladzijde 2181.

De heer Bataille. — Voorstel van wet betreffende de belastingaanslag van de landbouwers.

VOORSTEL (Indiening):

Bladzijde 2181.

De heer Egelseers. — Voorstel tot wijziging van artikel 54 van het reglement van de Senaat.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

MM. Noerens et Seeuws, secrétaires, prennent place au bureau.
De heren Noerens en Seeuws, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 15 h 5 m.
De vergadering wordt geopend te 15 u. 5 m.

CONGE — VERLOF

M. Knuts, pour d'autres devoirs, demande d'excuser son absence à la réunion de cet après-midi.

Afwezig met bericht van verhindering: de heer Knuts, wegens andere plichten.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

COMMUNICATION — MEDEDELING

Pouvoirs spéciaux — Bijzondere machten

M. le Président. — Par lettre du 31 juillet 1986, le Premier ministre a transmis au Sénat, en exécution de l'article 3, § 3, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, deux arrêtés royaux et les documents y annexés, datés du 23 juillet 1986 et portant les n^{os} 422 et 423.

Bij schrijven van 31 juli 1986 zendt de Eerste minister aan de Senaat, ter uitvoering van artikel 3, § 3, van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, twee koninklijke besluiten met bijhorende stukken, gedagtekend van 23 juli 1986 en dragende de nrs. 422 en 423.

PROJET DE LOI

Renvoi à la commission de l'Intérieur

ONTWERP VAN WET

Verwijzing naar de commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden

M. le Président. — Il est proposé au bureau de renvoyer à la commission de l'Intérieur, le projet de loi modifiant les articles 4 et 16bis de la loi du 8 décembre 1976 réglant la pension de certains mandataires et celle de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 22 janvier 1981, qui est actuellement pendant à la commission des Affaires sociales.

Aan het bureau wordt voorgesteld het ontwerp van wet tot wijziging van de artikelen 4 en 16bis van de wet van 8 december 1976 tot regeling van het pensioen van sommige mandatarissen en dat van hun rechtverkrijgenden, gewijzigd bij de wet van 22 januari 1981, dat thans aanhangig is bij de commissie voor de Sociale Aangelegenheden, te verwijzen naar de commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden.

Pas d'opposition ?

Is hiertegen geen bezwaar ?

Il en sera donc ainsi.

Dan is aldus besloten.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES VOIES ET MOYENS DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1986

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1986

Reprise de la discussion générale

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE RIJKSMIDDELENBEGROTING VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1986

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE RIJKSSCHULDBEGROTING VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1986

Hervatting van de algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale des projets de loi relatifs au budget des Voies et Moyens et au budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1986.

Wij hervatten de algemene beraadslaging over de ontwerpen van wet betreffende de Rijksmiddelenbegroting en de Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1986.

La parole est à M. Deworme.

M. Deworme. — Monsieur le Président, tous les pays de vieille industrialisation ont été surpris en 1973, après la guerre du Kippour, par une récession que la plupart des professeurs d'économie considéraient, avant cette date, comme une improbabilité ! Toutes les extrapolations prévoient, avant cela, une croissance continue et le plein emploi. En 1973, certains supputaient un accident conjoncturel de peu de durée. Les gouvernements, dont les nôtres, ont voulu rendre la crise indolore. Ils ont hypothéqué l'Etat. Mais depuis 1982, notre déficit a pris des proportions vertigineuses. Nous en sommes à quelque 5 200 milliards. Vous voudrez bien m'excuser si les chiffres ne sont pas tout à fait exacts. Si l'on y ajoute le déficit des pouvoirs subordonnés, soit 7 000 milliards, on arrive à un montant très inquiétant, comparé au produit national brut.

Nous sommes l'un des pays les plus endettés du monde ! Mais ce qui me semble encore plus inquiétant, c'est le nombre de chômeurs. C'est von Hayek, le chef de l'école libérale autrichienne, qui a écrit : « Un gouvernement démocratique peut survivre avec 20 p.c. de chômage pendant six mois ; il ne peut survivre avec 10 p.c. de chômage pendant cinq ans. » Nous en sommes actuellement à un chiffre qui doit fluctuer autour de 13 p.c. de demandeurs d'emploi par rapport aux travailleurs actifs.

Le chômage est devenu, par son ampleur, un cancer qui nous mine avec toutes les implications psychologiques que ce mal engendre. Il s'attaque à l'ensemble du corps social et chacun peut en discerner le mal. Ce sont des milliers de jeunes qui tournent en rond, des régions entières où ferment les usines et où règne un sentiment très répandu de précarité d'emploi et d'inquiétude pour demain. Cela se marque dans les écoles, techniques et professionnelles surtout, par un manque de motivation pour les études qui ne débouchent plus sur des emplois.

Devant les nouveaux pôles de développement de produits manufacturés et industriels, la vieille Europe fait un effort démesuré pour sauver ses industries obsolètes. Elle disperse ses efforts financiers, alors que le Japon et les Etats-Unis partent à la conquête des entreprises de l'avenir.

Tous les gouvernements de droite clament que le prix du travail est trop élevé, qu'il faut diminuer les charges qui pèsent sur les entreprises, qu'il faut réduire la pression fiscale et contrôler strictement la création monétaire. Dans l'esprit de la droite, réduire les charges des entreprises équivaut exclusivement, ou quasi exclusivement, à abaisser les salaires et les cotisations sociales. Cette droite prétend qu'il faut réduire la pression fiscale en optant pour une gestion budgétaire plus rigoureuse.

Les socialistes veulent, eux aussi, limiter le déficit des finances publiques, mais dans des proportions raisonnables et à condition que l'effort soit proportionné à la force contributive de chacun. Cela n'a pas été le cas sous votre gouvernement, et le déficit est passé, en quatre ans, de quelque 2 400 milliards à plus de 5 200 milliards. Actuellement, vous êtes amené à résorber brutalement ce déficit. Vous êtes cependant aidé par la conjoncture, car vous pouvez déjà compter sur la chute du prix du pétrole, la baisse du coût du dollar, mais ce serait mener une politique à courte vue que de ne tabler que sur ces événements qui ne seront, sans doute, qu'accidentels.

Vous avez choisi de faire supporter cette charge quasi exclusivement par la sécurité sociale, l'enseignement et les services publics. D'autres auraient pu prévoir d'en faire supporter tout le poids par les entreprises. Il ne me semble pas adéquat de dépasser les limites du supportable. On ne doit pas étrangler les entreprises. D'autres auraient encore pu souhaiter de faire supporter le poids de la dette par les souscripteurs d'emprunts. Il faut rétribuer raisonnablement les emprunts et faire en sorte que les entreprises soient obligées d'investir par autofinancement.

Il n'est pas possible d'imaginer des entreprises qui resteraient compétitives, sans investissements réalisés à temps. Tout retard produirait des faillites et donc des licenciements. On entre alors dans le cercle infernal de la sous-compétitivité et, très rapidement, dans celui de la désindustrialisation. Chaque pays doit chercher une voie réaliste au-delà des modèles keynésiens et monétaristes.

Avant le 13 octobre, vous avez remarquablement compris ce qu'il fallait dire à un électorat que vous dupiez par la même occasion. Vous

avez dit aux plus riches que vous alliez réduire les impôts. Et, malgré la période préélectorale qui aurait dû leur paraître suspecte, ils vous ont cru. Aux travailleurs actifs, vous avez pu apporter la crainte du licenciement, du chômage, si les entreprises et surtout eux-mêmes continuaient à assumer la charge des non-actifs par le biais des charges sociales. L'idée de solidarité est vraiment trop récente pour qu'elle puisse résister à une dialectique relayée avec complaisance par les *mass media*.

Aujourd'hui, dix mois après les élections, vous présentez le budget des Voies et Moyens après avoir demandé neuf douzièmes provisoires. C'est dire combien votre analyse de la situation économique de la Belgique était irréaliste, puisque vous disiez que, les trois quarts du chemin étant accomplis, on pouvait voir enfin le bout du tunnel. Or, vous n'avez eu à subir aucun revers international qui aurait pu faire démentir votre optimisme. Il faut donc comprendre que vous conduisiez le pays à l'aveuglette ou que vous trompiez sciemment nos concitoyens. Laissez-moi espérer que votre langage d'alors était uniquement électoraliste.

Après quatre ans et demi de gouvernement Martens-Gol, nous restons avec un chômage record, une économie « déglinguée » et une dette publique catastrophique. La manne que vous avez donnée aux entreprises a certes augmenté les profits, mais on n'a pas vu suivre les investissements et les emplois.

Dans le fond, vous avez d'abord fait assumer les pertes des entreprises par les contribuables et puis, c'est encore ceux-ci qui ont permis aux entreprises d'octroyer des dividendes, tout cela sous le prétexte de sauvegarder et même d'améliorer l'emploi.

Il faut pourtant absolument investir dans des outils productifs car tout indique que si la productivité semble, dans un premier temps, réduire l'emploi, à terme, l'augmentation de la productivité est créatrice d'emplois. Mais pas de n'importe quels emplois. Des emplois qui ne sont pas directement menacés par la concurrence internationale, donc des emplois d'un certain niveau.

Sans a priori, il faut tirer des conclusions à partir des études théoriques menées par les spécialistes. A partir de différentes simulations, mais ayant comme objectif préalable d'améliorer l'emploi, on peut tirer un certain nombre de conclusions : il faut consentir un effort supplémentaire d'investissement, diminuer la durée du travail sans porter atteinte à la compétitivité de nos entreprises.

Ces voies ne sont cependant pas gratuites et il faut vouloir en payer le prix.

Malgré la chute momentanée du coût de l'énergie, nous devons investir en vue de l'économiser et ne négliger aucune forme de recherche et d'investissement pour diminuer notre dépendance énergétique. Je disais il y a quelques minutes qu'il fallait favoriser l'investissement des entreprises. Notre pays a subventionné les entreprises depuis des années et Martens V l'a fait plus que n'importe quel autre. Ces bénéfices devraient être réinvestis et servir d'outil de travail, c'est-à-dire d'investissements productifs.

L'autre instrument à mettre en œuvre est la réduction de la durée de travail. Actuellement, les travailleurs sont astreints à des journées de travail de durée trop longue. De plus en plus de travailleurs veulent plus d'autonomie, d'indépendance personnelle. Ils désirent prendre le temps de vivre et de parfaire leurs connaissances. Ce sont surtout les jeunes qui se déclarent en faveur du temps de travail moins long, même avec diminution de salaires. Il se développe d'ailleurs un désir de plus en plus marqué de faire des choses soi-même : jardiner, bricoler, se livrer à toutes sortes d'activités.

Il faut donc étudier des modalités permettant de diminuer le temps de travail avec augmentation d'emploi.

Tous les modèles mathématiques doivent servir à bien peser des décisions qui risquent d'être lourdes de conséquences si elles devaient être prises intempestivement.

En se basant sur le seul modèle DMS il semble que la réduction de la durée du travail peut devenir créatrice d'emplois à condition que l'opération soit neutre économiquement pour les entreprises, que ses modalités soient discontinues afin de tirer parti du progrès de productivité et qu'elles soient diversifiées.

Le plan d'austérité prévoit une ponction de 195 milliards en 18 mois. Il est regrettable que le fonds monétaire international ait cru devoir louer le gouvernement pour cet effort financier, sans mesurer dans le même temps l'impact économique des décisions prises sans une analyse suffisamment poussée des conséquences.

Les dispositions financières risquent d'avoir des effets pervers qui pourront hypothéquer l'avenir en voulant rétablir l'équilibre financier.

Un revue économique a fort opportunément demandé l'avis de trois économistes belges : Paul Kestens de Dulbea, Paul Lowenthal de l'Ires et Alain Siaens de la Banque Degroof. Leurs analyses se rejoignent souvent, mais ils regrettent l'imprécision des données dont ils pouvaient disposer. De ces analyses, nous pouvons conclure que le taux moyen pour notre dette est de 9 p.c. tandis que l'inflation est aux environs de 1,5 p.c. Par conséquent, si vous ne prenez pas d'autres dispositions, la charge de la dette sera de plus en plus lourde en 1986-1987.

La croissance de notre dette et de sa charge aura un effet plus rapide que l'augmentation du PNB, inflation comprise, car on pourrait l'estimer à 4,5 p.c. environ. Il faut donc réduire les dépenses, si l'on veut dégager des surplus qui pourraient rembourser notre dette publique.

La dette publique est le poste le plus inquiétant du budget et c'est précisément ce poste qui est le moins touché par les mesures que vous préconisez. Le 14 juillet, le ministre Maystadt donne à *La Cité*, une interview sous le titre : « Il faut 30 milliards d'économies réelles sur les charges de la dette publique. » Le ministre Maystadt dit : « Insuffisant, estiment certains, mais, en face, cette économie aurait tendance à devenir un jeu d'écritures transformant des charges d'intérêts en augmentation de capital à rembourser plus tard. » Un report de charge n'est pas une économie. A Val-Duchesse, il semblait que c'étaient des économies que vous aviez décidées. Il en sera bien ainsi pour les allocataires sociaux. Il n'y aura aucun report, ni aucune récupération estimée pour plus tard.

Ma question est donc claire : les 30 milliards sont-ils une économie budgétaire ou une économie réelle ?

Le professeur Martou, président du Mouvement ouvrier chrétien, prétend que le gouvernement devrait peser bien davantage sur les taux de la dette publique et qu'il est nécessaire de prévoir à ce poste bien plus que 30 milliards. Il faudrait pour cela négocier avec les institutions financières. Cela n'a pas été fait, s'il faut en croire les milieux intéressés. En tout cas, je n'ai pas reçu de réponse lorsque j'ai posé cette question au ministre du Budget en commission des Finances. La négociation pourrait porter sur un taux plus proche des réalités financières actuelles, qui tiendrait compte de la diminution de l'inflation et de la prime de risque, ainsi que de l'intervention des organismes de placement, par exemple.

D'après les chiffres en ma possession, une diminution de 2 p.c. du taux d'intérêt pourrait générer une économie de 100 milliards par an. Ce montant est celui que le gouvernement impose à tous les citoyens depuis 1982. Il me semble donc qu'il faut aller plus loin dans la réduction de la charge d'intérêt. Cette réduction n'entraînerait pas de suppression d'emploi et apparaîtrait plus équitable quant à l'effort demandé à tous les citoyens.

L'Association belge des banques a édité en mars 1986 un document qui montre bien l'évolution inquiétante de la dette publique, mais aussi les innovations financières auxquelles le gouvernement pourrait recourir. Vous avez choisi une opération qui vise à transformer la durée de la dette dans le sens de l'allongement ; c'est la consolidation. N'aurait-il pas été plus opportun d'envisager une opération de conversion compte tenu des fluctuations profondes du marché ?

Bien sûr, il ne faut pas compromettre la confiance que doivent avoir les épargnants dans nos institutions. Il me semble que des commissions spécialisées auraient dû être saisies des impératifs financiers à atteindre et être obligées de fournir des simulations qui tiendraient compte des conséquences économiques, financières, mais aussi psychologiques des solutions proposées.

Dès lors, je vous interroge : Avez-vous pris ces précautions ? Des commissions ont-elles été mises en place ?

Afin de respecter mon temps de parole, je passerai à présent aux conclusions.

Votre gouvernement bénéficie actuellement d'un environnement international favorable : baisse du coût du pétrole et du dollar, taux d'inflation au plus bas depuis des années.

Nous avons essayé de regarder les choses en face et les véritables problèmes qui sont le chômage et ses conséquences psychologiques, le déficit des finances publiques et la carence dramatique des investissements productifs.

Les nouveaux gourous qui prétendent apporter des solutions miracles, comme Milton Friedman, Arthur Laffer ou von Hayek, sont devenus les saints patrons de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan. Ils prétendent qu'il faut libérer le secteur privé des contraintes étatiques et que tout fonctionnera correctement. Pour eux, la médecine keynésienne ne guérit plus. La demande ne crée plus l'offre. L'Etat ne doit plus soutenir le

pouvoir d'achat ; il ne fait qu'augmenter la dette publique et le loyer de l'argent. Vous vous êtes inscrits dans ce type d'économie ; vous vouliez équilibrer le budget, contrôler l'émission de la monnaie, juguler l'inflation, diminuer la dette publique.

Vous vouliez en plus réduire les impôts, déréglementer l'économie, mais, en même temps, contenir les salaires pour exporter davantage. Vous misiez sur l'exportation au détriment du marché intérieur alors que, dans le même temps, vous demandez à notre Parlement d'augmenter notre participation à des organismes bancaires internationaux en vue de renflouer des banques privées internationales qui ont réalisé à notre détriment des investissements qui nous sont dommageables et qui n'apportent rien au tiers monde.

Malgré l'échec de l'essai de Ronald Reagan de réduire les impôts en espérant un stimulant à la croissance, les partis gouvernementaux avaient inscrit cette réduction à leur programme. Mais ils avaient omis de dire au cours de la campagne électorale qu'ils s'attaqueraient au remboursement des frais médicaux, aux allocations pour handicapés, au contrat social qui les liait aux fonctionnaires, à l'éducation des enfants.

Bien sûr, je ne suis pas pour un financement suicidaire des biens de consommation, mais pour un investissement utile et même nécessaire si nous ne voulons pas aller vers le sous-développement. Il faut que nous prenions des risques financiers et que nous les assumions ensemble. Il ne sert à rien de créer des organismes publics de crédit s'ils n'assument pas davantage de risques que les banques privées. C'est à ce prix que nous parviendrons à endiguer le flux désastreux du chômage. C'est la question essentielle à l'heure actuelle.

Mon intervention s'est voulue critique et constructive ; la situation est suffisamment grave pour que chacun l'examine avec objectivité.

Il appartiendra au gouvernement de tenir compte des critiques et suggestions du Parlement et de modaliser ses arrêtés en conséquence. C'est, en tout cas, ce que le groupe socialiste souhaite. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. le Président. — La parole est à Mme Rifflet.

Mme Rifflet-Knauer. — Monsieur le Président, la présentation du budget est pour le gouvernement une nouvelle occasion d'affirmer son désir de voir la relance économique favoriser enfin une diminution du chômage dont l'importance menace à terme l'équilibre social et même la démocratie dans notre pays.

Malgré cette affirmation, le gouvernement s'en tient à une politique d'économies budgétaires qui — je cite le ministre des Finances — « empêche l'expansion économique, la rénovation industrielle et la création considérable d'emplois supplémentaires ». Il doit même reconnaître que les mesures décidées à Val-Duchesse seront destructrices d'emplois, même s'il ne s'accorde pas avec les syndicats sur l'ampleur du phénomène prévisible : de 20 à 50 000 emplois perdus.

Jusqu'en 1988 au moins, le gouvernement compte principalement sur l'environnement économique mondial pour compenser les effets négatifs de sa politique budgétaire, mais l'optimisme qui était de mise en début d'année est moins général et le dernier rapport de l'OCDE — celui de juillet 1986, que vous avez peut-être lu comme moi — est plus que prudent dans ses prévisions : « Etant donné les incertitudes entourant les perspectives, ainsi que la persistance probable du chômage, les déséquilibres extérieurs dans la zone de l'OCDE et les difficultés financières des pays en développement, il serait déplacé de s'abandonner à l'euphorie engendrée par la conjoncture économique nouvelle. »

Les plus pessimistes parlent, depuis quelques semaines, d'un danger de récession aux USA en 1987. Dans ce climat pour le moins incertain, il est peu probable que seront entendus les appels du gouvernement au patronat et aux organismes financiers pour qu'ils prennent largement le relais en matière de création d'emplois. Après tout, nous pouvons les comprendre !

Le gouvernement peut table avec plus d'assurance sur l'évolution démographique et promettre sans risque 50 000 jeunes chômeurs en moins, puisque l'effet de la dénatalité se répercute maintenant sur le nombre de jeunes demandeurs d'emplois. C'est bénéfique à court terme pour les statistiques du chômage comme pour le budget de l'Education nationale, mais inquiétant à plus long terme, toutes choses demeurant égales, pour notre régime de pensions.

Le non-engagement du gouvernement dans une politique globale de l'emploi se traduit dans le budget : Il faut en effet souligner que celui-ci se partage presque par moitié en dépenses pour les prépensions — 42,5

milliards — et en dépenses pour l'emploi — 38,4 milliards — qui concernent principalement les jeunes. En fait, cette politique consiste non pas tant à créer des emplois qu'à remplacer un travailleur pré-pensionné par un autre. Ce jeu des chaises musicales dure depuis quelques années, dans la plupart des pays occidentaux.

Pour les jeunes eux-mêmes, la plupart des emplois proposés sont à durée limitée, intérim, stages, cadres spéciaux temporaires, etc. Conçus au début de la crise, à une époque où l'on croyait encore à une relance conjoncturelle rapide, on a pu, et entre autres les socialistes ont pu croire que ces emplois précaires prépareraient les jeunes au monde du travail et déboucheraient sur des embauches normales. On sait maintenant qu'il n'en est rien et on commence seulement à mesurer l'incidence de cette insécurité économique des jeunes sur tous les autres aspects de leur intégration sociale.

Seule l'évolution démographique a permis en 1985 un léger recul du chômage. Mais cette évolution a plus profité aux hommes qu'aux femmes, dont la part totale du chômage est passée de 54,2 p.c. à 57,2 p.c. On aurait donc au moins pu espérer que le budget de 1986 ferait déjà état de mesures de discrimination positives en faveur des femmes, suivant en cela la résolution de la CEE. Pour le moment, le gouvernement, comme le patronat, semble surtout vouloir résoudre cette augmentation du chômage féminin par le recours au travail à temps partiel, quand ce n'est pas purement et simplement en rayant les femmes cohabitantes, chômeuses de longue durée, des statistiques.

Pour tous les jeunes, hommes et femmes, le budget met l'accent sur des projets de formation complémentaire: recyclage, apprentissage industriel sont à la mode. Mais c'est seulement au budget 1987 que le gouvernement inscrira un crédit de 600 millions en vue d'assurer «la coordination optimale et la promotion des possibilités de formation». Certes, nous n'avons l'intention de critiquer ni la prolongation de la scolarité ni la formation continue. Les orientations actuelles appellent néanmoins quelques remarques.

Il est presque impossible de prévoir, à moyen terme, les besoins du marché du travail dans une économie libérale où l'on ne planifie ni les investissements ni les fermetures d'entreprises. Nous l'avons encore vécu cette semaine. De plus, il est totalement impossible de prévoir les besoins à vingt ou trente ans, étant donné la rapidité des progrès techniques.

La seule solution est, dès lors, d'assurer pour tous, et à l'école, une formation générale polyvalente favorisant mieux l'adaptation au changement qu'une formation spécifique dans l'entreprise. C'est ce qu'a essayé de faire l'enseignement rénové. S'il n'y a pas parfaitement réussi, c'était, à tout le moins, l'intention de ses promoteurs et son but. Il constituait une expérience à améliorer et non à supprimer.

De toute façon, quelle que soit la forme d'enseignement scolaire, des recyclages seront nécessaires en cours de carrière si, lors de chaque progrès technique, on ne veut pas remplacer une génération de travailleurs par la suivante: ce que d'aucuns appellent pudiquement la «mobilité externe» à l'entreprise.

Deuxième constatation. Tous les systèmes de contrats d'apprentissage, dans l'artisanat, dans les usines ou même dans les professions libérales, permettent évidemment à des jeunes de s'insérer provisoirement dans le circuit du travail. Mais ils permettent surtout aux patrons de disposer d'une main-d'œuvre à bon marché, sans devoir assumer vraiment les charges d'une formation poussée. Nous savons qu'au terme de l'apprentissage la plupart des jeunes seront licenciés et que peu nombreux seront ceux qui trouveront de l'embauche, qu'ils soient coiffeurs, mécaniciens, voire avocats! C'est aussi le jeu de la chaise musicale.

Troisième observation. En période de récession les gens les plus qualifiés trouvent plus facilement un emploi que les autres mais en acceptant un travail exigeant une qualification inférieure à leur capacités. Dans la situation actuelle, tout programme de formation complémentaire aboutira à accroître les exigences des employeurs — c'est ce qui s'est passé, il y a quelques années, avec l'examen de maturité qu'on a ajouté au diplôme de l'enseignement secondaire supérieur — et donc à refouler vers un chômage permanent, des travailleurs jeunes ou moins jeunes qui, en d'autres circonstances, auraient parfaitement pu accomplir les tâches simples, actuellement confiées à des diplômés. C'est encore le jeu de la chaise musicale.

Enfin, le blocage des salaires, la diminution des assurances sociales, la précarité des nouveaux statuts du travail, la mobilité, la dérégulation du rythme du travail, tout ce qui compose la «flexibilité» du travail devrait, selon les économistes néo-libéraux, favoriser les restructurations économiques et finalement la création de nouveaux emplois. Les observateurs de l'OCDE ne constatent pas jusqu'à ce jour, c'est-à-dire jusqu'en 1985, ce parallélisme annoncé entre la flexibilité et la création d'emplois.

Au contraire, certains commencent à s'inquiéter sérieusement de ce «dumping social» qui crée de nouvelles distorsions de la concurrence sur le plan européen, lesquelles risquent de provoquer des réactions protectionnistes, qui réduisent le marché intérieur et donc accroissent la dépendance à l'égard des marchés extérieurs plus difficiles à contrôler. En outre, ce dumping social finit par affaiblir le dynamisme économique des entreprises, en ralentissant les indispensables adaptations aux technologies nouvelles.

N'oublions jamais que si les Etats-Unis d'Amérique, à la fin de XIX^e siècle, ont été en tête de l'industrialisation, ce n'est pas parce qu'ils avaient de bas salaires, mais parce qu'ils avaient de hauts salaires.

Enfin, ce dumping crée un climat d'insécurité générale qui diminue la productivité des travailleurs, renforce les blocages et les attitudes corporatistes qui empêchent les reconversions indispensables.

Pour conclure, je dirai que, sans attendre la fin d'une période d'austérité budgétaire qui peut — et doit peut-être encore — être longue, mais en profitant immédiatement de facteurs indépendants de notre volonté comme la baisse des prix du pétrole, du dollar et des taux d'intérêt, il est plus que temps d'avoir une grande politique de l'emploi, en même temps qu'une politique budgétaire.

En concertation avec des syndicats aussi solides que possible, seuls garants d'une véritable concertation, et les autres partenaires sociaux, il faut assurer, pour les prochaines années, l'encadrement social d'une mutation structurelle sans précédent de l'industrie, mais aussi d'une part importante des services. La solidarité intersectorielle, interrégionale, doit faire admettre les changements nécessaires.

Il s'agit à la fois de faire baisser le coût de l'offre en modernisant les technologies et de faire profiter les travailleurs des gains de productivité sous forme d'une réduction des horaires permettant de mieux répartir le travail disponible. Il s'agit d'assurer la demande par la politique des revenus, la sécurité sociale, la consommation publique.

Nous avons devant nous quelques années pour réussir cette évolution difficile, non pas isolés sur le plan national mais dans un cadre supranational organisé. Si dans les années 60 l'Europe a réussi, sans trop de souffrance, la modernisation de son agriculture par la politique agricole commune, il faut maintenant qu'elle réussisse une opération du même type pour les autres secteurs.

Il appartiendra au gouvernement belge, qui assurera la présidence de la Communauté européenne dans quelques mois, de prendre des initiatives dans ce domaine. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Valkeniers.

De heer Valkeniers. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal het in deze uiteenzetting vooral hebben over de sociale zekerheid en de volksgezondheid. Jammer genoeg is de minister van Sociale Zaken hier niet aanwezig. De heer Verhofstadt, die stilaan ook thuis is in deze materie, zal dus bepaalde vragen moeten beantwoorden.

Mijnheer de Eerste minister, de tegemoetkomingen voor het levensminimum zijn van 2,4 miljard in 1982 tot ongeveer 8,3 miljard in 1986 gestegen. Voor de gemeenten betekent dit een geweldige extra last die van jaar tot jaar stijgt. De regering schijnt zich hierom geen zorgen te maken en vindt het logisch de gemeenten vandaag nieuwe lasten op te leggen, terwijl ze de middelen van die gemeenten beknot en beweert de financiële lasten voor de bevolking niet te willen verhogen, zo mogelijk zelfs te verminderen.

Mijnheer de Vice-Eerste minister, wat bent u eigenlijk van plan met het levensminimum? Het is een publiek geheim dat het aantal aanvragen zienderogen stijgt en zal blijven stijgen, rekening houdend met de steeds grotere inlevering die wordt gevraagd. In welke tegemoetkoming voorziet de regering ten gunste van de gemeenten waarvoor de situatie niet langer houdbaar is?

De tegemoetkomingen voor minder-validen zijn van 17,4 miljard in 1982 tot ongeveer 27,4 miljard op het ogenblik gestegen. Na kritiek van collega Didden verklaarde staatssecretaris Wivina Demeester enkele dagen geleden dat haar administratie overbelast is. Op 60 000 aanvragen per jaar worden er 75 pct. geweigerd. Ter attentie van wie het niet mocht weten, vermeld ik dat België ongeveer 700 000 minder-validen telt. Een zeer hoog percentage van onze bevolking is dus minder valide. Mijnheer de Eerste minister, is het niet hoog tijd dat de betrokken administratie de minder-validen betere richtlijnen verstrekt? Wat een verspillen van energie en kapitaal is het als per jaar 45 000 dossiers zonder gevolg moeten worden behandeld. En ik ben goed geplaatst om het te zeggen.

Mme Coorens. — Comme dans l'enseignement, ce ne sont pas encore des chiffres définitifs.

De heer Valkeniers. — Aan Waalse kant kan men niet goed tellen, mevrouw, maar aan Vlaamse kant tot nu toe wel. Ik veronderstel dat de rekeningen van mevrouw Demeester juist zijn; wat aan Waalse kant gebeurt is een andere zaak. Laten we dus aannemen dat per jaar 45 000 dossiers worden behandeld die eindigen op een *non fiat*.

Mijnheer de Vice-Eerste minister, u zoekt besparingen. Zou het niet goed zijn richtlijnen te geven aan alle betrokkenen uit deze sector en hun te vragen geen duizenden aanvragen in te dienen als zij vooraf weten dat er toch geen tegemoetkoming mogelijk is.

Voor de betrokkenen ligt dat zeer moeilijk. Als een gemeente of een OCMW iemand naar mij stuurt met documenten om in te vullen en ik antwoord dat het geen zin heeft, omdat het toch niets zal opleveren, kan ik niet anders dan toch ingaan op de vraag om de documenten in te vullen omdat aan de betrokkene is gezegd dat hij zal «trekken». Dat is een magisch woord. Als dat is uitgesproken, is er niets meer aan te doen. Dan worden de papieren ingevuld en gaat het dossier zijn gewone gang. Dat is ieder jaar opnieuw een enorme energieverspilling.

Dit is positieve kritiek. Ik vraag hier werk van te maken.

Mijnheer de Vice-Eerste minister, ik heb u enkele maanden geleden een vraag gesteld aangaande de parallelle circuits. Ik wilde horen of wat in de pers stond juist was en of de aanvragen werden geblokkeerd. U hebt gezegd dat dit niet juist was. Op dat gebied bent u een uitgeslagen jurist. U hebt niet echt ongelijk, maar ook niet helemaal gelijk. Druppels-gewijze hebt u af en toe een aanvraag toegestaan, maar de meeste aanvragen hebt u zonder twijfel geblokkeerd. Wanneer er op 1 200 aanvragen een honderdtal worden toegestaan, tegenover vroeger drie vierde, zult ook u moeten toegeven dat het grootste deel van de aanvragen wordt geblokkeerd. Op welke basis werden die aanvragen geblokkeerd? Waarom de ene wel en de andere niet? Ik weet het niet, u weet het waarschijnlijk wel.

Misschien is het tijd dat er een herziening komt, gezien de gerechtvaardigde kritiek vanuit verschillende hoeken.

Vanaf 1 oktober aanstaande krijgen de gemeenten en de OCMW's opnieuw een cadeau van de regering. De staatsbijdrage voor tewerkgestelde werklozen wordt verminderd met 10 pct. Het gaat hier om ongeveer 13 300 mensen. Ik vind dat niet helemaal fair. Ongeveer een jaar geleden hebben de gemeenten een brief gekregen van minister Hansenne waarin werd medegedeeld dat de bijdrage van 50 pct. voor tewerkgestelde werklozen zou worden opgetrokken tot 70 pct. indien het aantal personeelsleden niet werd verminderd. Dan zouden er een aantal mensen meer kunnen worden aangeworven. Wij hebben dat gedaan. Ook wij zijn bezorgd om de werkgelegenheid en geven graag werk. Die belofte is nog geen jaar oud en men schiet ons reeds in de rug door ons te verplichten 10 pct. meer te betalen.

Dergelijke praktijken kunnen niet door de beugel. Dergelijke dingen gebeuren ook op andere domeinen. Denk maar aan de culturele ambtenaren, de sportambtenaren, de bibliothecarissen, de leraars van de muziekscholen enzovoort. Aanvankelijk zegt men dat er een bepaald percentage zal worden terugbetaald en een jaar later vindt men dat besparingen nodig zijn. Bijgevolg moeten opnieuw de gemeenten daarvoor opdraaien en zoveel procent meer betalen.

Wanneer men de gemeenten personeel laat aanwerven onder bepaalde voorwaarden, zouden die voorwaarden dezelfde moeten blijven. Wanneer er toch verandering komt, zou men ten minste één jaar vooraf moeten waarschuwen om de repercussie op de begroting van het volgende jaar te kunnen berekenen. Zoals het nu gebeurt, moeten er in het midden van het jaar begrotingswijzigingen worden ingediend. Als burgemeester van een middelgrote gemeente vind ik dat niet correct.

Misschien kan zo dadelijk aan de vergadering goed worden uitgelegd wat u van plan bent in verband met de parallelle circuits en de nieuwe regeling vanaf 1 januari 1987.

Ik heb de verslagen van Kamer en Senaat doorgenomen. Alles is niet zeer duidelijk en er bestaan meningsverschillen.

U bent van plan 398 365 F forfaitair te betalen. De rest van de kosten zouden worden gedragen door de gemeenten of door de nieuwe werkgevers. U zegt dat dit voor de gemeenten geen meer-uitgave betekent voor degenen die het minst worden betaald. Zo wordt althans beweerd. Ik denk niet dat het mogelijk is de minst-betaalden tewerk te stellen voor 398 365 frank, alles inbegrepen. Is het juist, mijnheer de Vice-Eerste

minister, dat dit voor de gemeenten eens te meer een meer-uitgave betekent van 1,2 miljard?

De heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — De bedragen zijn vermeld in het verslag.

De heer Valkeniers. — Inderdaad, maar ik stel vast dat daar discussie over is. In het ene verslag lees ik 1,365 miljard, in het andere 1,200 miljard.

De heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Dat bedrag wordt niet betwist.

De heer Valkeniers. — Nochtans zijn de verslagen niet eensluidend.

Is de werkloosheid inderdaad afgenomen, mijnheer de Vice-Eerste minister, of anders gezegd, is de werkverschaffing toegenomen?

Wanneer ik vaststel dat het aantal gedeeltelijk werklozen is toegenomen van 16 000 in 1981 tot 91 000 in 1985, vraag ik mij af of het aantal werklozen werkelijk is verminderd, dan wel of het gaat om een verschuiving. Gelet op de cijfers en rekening houdend met het feit dat het aantal tewerkgestelde werklozen en het aantal mensen tewerkgesteld in een BTK of het Dac, en met het feit dat oudere werknemers niet meer hoeven te gaan stempelen, kan men moeilijk spreken van een vermindering van de werkloosheid. Het gaat hier veeleer om een verschuiving in de cijfers.

De heer Egelsemeers. — En om een verhoging van de werkloosheid!

De heer Valkeniers. — Inderdaad, de werkverschaffing is niet toegenomen, wat men ook moge beweren.

Wat het koninklijk besluit nr. 244 betreft, moet worden opgemerkt dat van de 4,5 miljard slechts 36 miljoen werd gerecupereerd bij familieleden, of 0,8 pct. Heren ministers, is het niet zinloos deze maatregel te handhaven, vooral wanneer men weet hoeveel administratief werk deze vergt en hoeveel ruzie deze maatregel heeft teweeggebracht in heel wat families? Waar men spreekt van familiale solidariteit, zou ik veeleer durven te zeggen dat de solidariteit in heel wat families is gekelderd en dat deze maatregel heel wat ruzie heeft veroorzaakt. Ik zou dan ook durven te vragen het koninklijk besluit nr. 244 ongedaan te maken daar het zinloos is.

Het spijt mij dat minister Dehaene hier thans niet aanwezig is. Zoals u weet, is men van plan een aantal ziekenhuisbedden om te schakelen naar rust- en verzorgingsbedden. Ik blijf erbij dat dit een verkeerde maatregel is omdat het de reeds bestaande discriminatie verder in de hand zal werken.

Er zijn meer dan 90 000 bedden voor bejaarden in dit land. Een groot gedeelte daarvan is in privé-handen. De prijs die men in die bejaardentehuizen moet betalen schommelt tussen de 25 000 en de 50 000 frank per maand. Kan men echter een familielid in een ziekenhuis houden, dan kost dit de betrokkene 150, soms maar 50 frank per dag, dus 2 000 à 5 000 frank per maand. Dit heeft tot gevolg dat men bejaarde familieleden zoveel mogelijk in ziekenhuizen tracht te houden omdat dat goedkoper is. Wanneer men erin slaagt een familielid onder te brengen in een rust- en verzorgingstehuis moet maximaal 10 000 frank per maand worden bijbetaald en zal het pensioen dus ruimschoots volstaan. Men zal bijgevolg vechten voor een plaats in een rust- en verzorgingstehuis. Aangezien meer dan 90 000 mensen vertoeven in bejaardenhuizen en wij slechts over 20 000 rust- en verzorgingsbedden beschikken, zullen ongeveer 70 000 bejaarden niet in een rust- en verzorgingstehuis kunnen worden opgenomen. Zij zullen de volle pot moeten betalen. De toewijzing van deze bedden zal op zeer veel plaatsen dan ook op politieke basis gebeuren.

Ik wil daar nu niet verder op ingaan maar ik zou een rusthuis kunnen noemen in onze streek waar men niet kan worden opgenomen zonder de steun van een bepaalde politicus van een bepaalde politieke partij. Dit is niet alleen bij ons maar ook in andere streken het geval. Wij gaan inderdaad met de rust- en verzorgingstehuizen die weg op.

De sukkelaars met het kleinste inkomen, wier familie weinig invloed heeft, zullen terecht komen in de gewone rusthuizen. De families met een lange arm en die over geld beschikken, zullen de politieke steun hebben om vader, moeder, oom of tante te laten opnemen in een rust- of verzorgingstehuis.

De Volksunie gaat daarmee niet akkoord. Dit is de zoveelste discriminatie. Men creëert nieuwe zuilen — want de twee kanten zullen dit proberen — waarin de politiek hoogtij zal vieren en waardoor de mensen die het nodig hebben niet zullen terecht komen in de juiste instelling. Daarom maken wij sterk voorbehoud bij de reconversie van acute bedden naar rust- en verzorgingstehuisbedden.

De heer Moens. — Voor de V-bedden is het precies zo.

De heer Valkeniers. — Inderdaad. U bent thuis in die sector, mijnheer Moens.

Wij moeten, zoals ik reeds heb gezegd, sterk voorbehoud maken bij deze reconversie die alleen de bedoeling heeft bepaalde zuilen niet te veel macht en invloed te doen verliezen.

Uit het verslag van de Kamer van volksvertegenwoordigers blijkt dat ook de SP de sterke toename van de sociale fraude aanklaagt. Staat u daar verstoeld van wanneer u weet hoeveel afhoudingen er gebeuren en hoe aanzienlijk de belastingen zijn! De regering moet hieruit lessen leren en moet het werken opnieuw de moeite waard maken.

In verband met de pensioenleeftijd hadden wij een pensioenkrediet van twee jaar per geboren kind voorgesteld. Heeft de regering dit voorstel overwogen? Men vindt het nochtans een goed voorstel. Minister Dehaene heeft op de televisie gezegd dat het de moeite waard is, erover na te denken. Onze vraag is dan ook zeer duidelijk: heeft de regering dit gedaan en is ze bereid iets voor de moeders te doen?

Minister Dehaene wil opnieuw 4,2 pct. van de enveloppe van de klinische biologie afnemen. Ook hier maken wij voorbehoud. Waarschijnlijk zal dit de kleine laboratoria liquideren en de grotere multinationals, de industriële laboratoria, versterken, met het gevolg dat monopolies ontstaan en dat zelfs heel wat mensen uit die sector op straat zullen worden gezet. Ik vraag me af of dit een gezonde maatregel is en of niet met de kleinere laboratoria moet worden gepraat om tot een consensus te komen. Men kan het percentage elk jaar verminderen. Vergeet echter niet dat de salarissen en de prijzen van de reagentia vermeerderen. Is deze maatregel nu wel gerechtvaardigd?

Ik behandel, zeer vlug nog, want mijn spreektijd is om, het niet langer meer erkennen van «bissers» in de faculteiten geneeskunde en tandheelkunde voor het subsidiëren van de universiteiten. Ik kan met deze maatregel niet akkoord gaan. Het is een asociale maatregel. Het is mogelijk dat een student het eerste jaar onrijp is, dat zijn vooropleiding niet voldeed of dat hij een inzinking heeft. Ik vind het onzinnig deze maatregel alleen toe te passen in de faculteit geneeskunde. Er zijn inderdaad te veel dokters. Ik ga akkoord dat er moet worden afgremd. Waarom geldt de maatregel dan ook niet voor apothekers, voor veeartsen, voor kinesisten? Was het misschien alleen om Wynen te plezieren dat deze maatregel wordt ingevoerd? Wanneer men het principe aanvaardt, moet het gelden voor alle richtingen waarin een «te veel» is.

De maatregel zal ongetwijfeld worden omzeild. Men zal de studenten gemakkelijker laten overgaan. Dit gebeurt reeds lang in de kleine landelijke scholen waar men de leerlingen niet buist omdat anders de leraren haar werk verliest. Hetzelfde zal gebeuren aan de universiteiten, hoewel misschien niet in dezelfde mate. Men zal waarschijnlijk een polyvalent wetenschappelijk jaar oprichten. De student die gebuisd is in het eerste jaar geneeskunde of tandheelkunde, zal het jaar overdoen in de eerste wetenschappelijke kandidatuur en, als hij daar slaagt, mag hij naar het tweede jaar geneeskunde. U kan dat niet verbieden. Voorts zal er mogelijk een competitie ontstaan onder de universiteiten om de bissers op te vangen en zal men moeilijk aan de verleiding kunnen weerstaan om ze het eerste jaar gemakkelijker door te laten. Het niveau van de faculteit geneeskunde zal ongetwijfeld dalen. Zoals met het VSO is gebeurd, zal er een nivellering ontstaan naar beneden. Tengevolge hiervan zal het op Europees niveau geplande achtste jaar nog noodzakelijk worden.

Ik meen dan ook dat dit geen gezonde oplossing is. De kritiek van rector Dillemans was zeer pertinent: men niveleert naar beneden, het wetenschappelijk onderzoek wordt minder gesubsidieerd, de *brain-drain* wordt voortgezet, en dit op een ogenblik dat de regering het alsmaar heeft over DIRV en spits technologie, het openen van nieuwe markten, het creëren van nieuwe topindustriën.

Onder uw leiding, mijnheer de Eerste minister — wij hebben allemaal in *Vrij Nederland* gelezen hoe tevreden u bent over uw eigen optreden —, zal dit mirakel in België worden gerealiseerd. Welnu, onze partij zal u daarin zeker niet volgen. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Collignon.

M. Collignon. — Monsieur le Président, monsieur le Premier ministre, messieurs les ministres, bien qu'un quotidien ait titré ce matin que le gouvernement et le Parlement, recrus de fatigue et de lassitude jusqu'à l'écœurement, étaient heureux de l'approche des vacances, j'ai remarqué, à l'écoute de son discours, que ce n'était pas le cas pour M. Valkeniers.

En ce qui concerne l'opposition socialiste, elle n'est certainement pas au bord de l'épuisement et elle a l'intention de poursuivre les débats jusqu'au bout au niveau du Parlement, dans des limites raisonnables. Le Premier ministre et vous-même, monsieur le Vice-Premier ministre, paraissez en excellente forme et j'en suis heureux. Je n'en dirais pas autant de la majorité.

M. Desmarests. — Je suis en pleine forme.

M. Collignon. — Vous n'avez pas l'air pétulant, monsieur Desmarests, mais, au contraire, très abattu.

M. Desmarests. — Vous prenez vos désirs pour des réalités! Je vous assure que la majorité va très bien.

M. Collignon. — Vous êtes présent dans cette assemblée, monsieur Desmarests, mais on n'a guère vu vos collègues.

Il est évident que le gouvernement a encore beaucoup de travail en perspective, au lendemain du vote qui interviendra aujourd'hui.

En ce qui concerne un certain état d'esprit propre à votre majorité, vous aurez pu apprendre, si vous avez lu attentivement l'interview de Mme Neyts — que je trouve d'ailleurs charmante — ...

M. Desmarests. — Je suis tout à fait d'accord avec vous.

M. Collignon. — Je parle de Mme Neyts et non de l'interview. Selon elle, le Parlement empêche les ministres d'effectuer leur travail en les accaparant trop longtemps.

M. Langendries. — C'est à la Chambre!

M. Collignon. — C'est possible, mais le Sénat requiert parfois les ministres également. Vous étiez d'ailleurs d'accord avec nous lors d'un récent incident.

M. Langendries. — C'est exact.

M. Collignon. — A mon avis, lorsqu'un membre éminent de la majorité estime que le Parlement dispose trop facilement des ministres, il y a là une tendance dangereuse. Je n'irai peut-être pas aussi loin que M. Serge Moureaux tout à l'heure, mais nous assistons à mon avis à une dérive, sinon constitutionnelle, du moins parlementaire. J'entends parfois M. Desmarests se plaindre de la lenteur du travail, peu importe qu'il s'agisse du Sénat ou de la Chambre,...

M. Desmarests. — C'est exact.

M. Collignon. — ... mais il ne fait jamais mention de la qualité des textes qui nous sont soumis et que nous corrigeons très souvent.

M. Desmarests. — On peut travailler vite et bien.

M. Collignon. — Le fait que vous-même, comme d'autres membres de la majorité, et même parfois le président de la Chambre, dénigriez le travail du Parlement me paraît être un élément extrêmement dangereux dans le contexte actuel.

En tout cas, j'invite, non pas le gouvernement, qui accomplit son travail, mais plutôt les membres de la majorité à faire preuve de plus de circonspection dans leurs déclarations.

Si nous avons été empêchés de partir en vacances quinze jours ou trois semaines plus tôt, ce n'est certainement pas dû à une carence de l'opposition. Celle-ci a effectué son travail tout à fait correctement, avec conscience et je dirais même avec diligence. Si le budget 1986 n'a été soumis au Parlement qu'au mois de juillet, la faute n'en incombe certainement pas à l'opposition. De même, si des projets importants comme la loi fiscale n'ont pu être discutés qu'en cette fin de session, la responsabilité en incombe au gouvernement et à sa majorité.

J'estime que, depuis octobre 1985, vous avez largement disposé du temps nécessaire pour travailler. A l'heure actuelle, on confond trop souvent célérité et précipitation.

Tout à l'heure, M. Moureaux a utilisé une comparaison dangereuse, je l'avoue, monsieur le Premier ministre, lorsqu'il vous a qualifié de capitaine d'équipe et M. Verhofstadt de *goalkeeper* impressionné par les exploits de Jean-Marie Pfaff, qui joue d'ailleurs à l'étranger, plus précisément dans l'équipe du Bayern de Munich.

M. Verhofstadt, Vice-Premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — De temps en temps, il revient en Belgique.

M. Collignon. — Vous, vous jouez toujours en Belgique!

M. Verhofstadt, Vice-Premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — L'Allemagne, elle, n'a pas de problèmes budgétaires.

M. Collignon. — Les Allemands ont quand même fait appel à Jean-Marie Pfaff. (*Sourires.*)

M. Moureaux disait notamment qu'une crainte légitime de la majorité aurait pu être que l'opposition ne marque des buts. Par la loi des pouvoirs spéciaux, vous avez fait en sorte que nous soyons hors jeu. Telle est la situation et nous l'admettons. Il y a des lois d'habilitation. M. Moureaux a encore souligné avec pertinence que le danger provenait de «arrières» particulièrement nerveux qui provoquaient régulièrement des *penalties*; je pense à M. Damseaux qui a fait une déclaration tout à fait imprudente et dont je ne sais s'il joue arrière droit ou arrière gauche dans votre équipe.

M. Desmarests. — Il est arrière droit. (*Sourires.*)

M. Collignon. — Ou les arrières de la majorité ne savent pas compter, et, ainsi que vous le reconnaissez vous-même, monsieur le Vice-Premier ministre, le danger de ce que vous appelez des *own goals*, c'est-à-dire des buts marqués par des joueurs dans leur propre camp, n'est pas négligeable.

A la place de M. Martens, capitaine d'équipe, je ne serais pas rassuré, bien qu'il n'ait pas grand-chose à craindre de la part de l'opposition, étant donné les résultats des élections et l'attribution de pouvoirs spéciaux, du fait que régulièrement des membres de la majorité *shootent* dans le but de M. Verhofstadt, sans doute brillant gardien, mais qui, un jour ou l'autre, encaissera l'*own goal* que vous craignez. Il est vrai, monsieur le Premier ministre, que vous devez davantage vous méfier de vos défenseurs de piètre qualité et vous envisagez, paraît-il, de les remplacer par des réserves qui attendent impatiemment et qui, manifestement, seraient disposés à faire au titulaire un croc-en-jambe au titulaire à l'une ou l'autre occasion.

Telle est la situation dans laquelle se trouve le capitaine Martens, qui est beaucoup moins bien loti que Jan Ceulemans qui a franchi, lui, des épisodes communautaires et linguistiques. Beaucoup de problèmes se posent encore à vous.

M. Friederichs. — Voilà un nouveau Guy Thys!

M. Collignon. — Je n'ai pas cette prétention. Je ne suis pas formateur, mais d'autres sont vraisemblablement candidats.

La situation de votre majorité est très difficile, monsieur le Premier ministre et monsieur le Vice-Premier ministre. En réalité, il est certain que, dès le mois d'août et en septembre, vous allez devoir régler des problèmes importants, avec toutes les difficultés et les contingences qu'ils entraînent.

Mais cela nous éloigne de l'objet de ce débat qui, au-delà du budget de 1986, est celui des finances publiques.

Je me suis quelque peu renseigné, car je ne suis pas un homme de chiffres, mais je m'efforce d'y voir clair. Quand on parle de solde net à financer, beaucoup de citoyens belges ne se rendent pas compte qu'il s'agit, en fait, de la différence entre toutes les recettes courantes et de capital et toutes les dépenses du même type. Si parler de solde net à financer est déroutant, parler de solde brut à financer serait plus alarmant, car il faudrait y ajouter le remboursement des emprunts, et je sais qu'en technique budgétaire, le problème ne se pose pas.

Dans toute administration publique, qu'il s'agisse de provinces, de communes, voire de parastataux, on établit un budget qui est une prévision.

M. Verhofstadt évalue le solde net à financer à 640 milliards en 1986, et à 624 milliards en 1987, si rien ne change. Je puis comprendre — car tout responsable des finances agit un peu de même dans toute commune — sa tendance, dans cette opération de dégraissage, à grossir les dépenses et à sous-évaluer les recettes. Entre les diverses évaluations du Bureau du Plan ou d'autres organismes, la différence peut atteindre 40 milliards: 10 dans un cas, 30 dans l'autre. Mais passons, là n'est pas mon propos.

Le fait que vous ayez arrêté le chiffre tout à fait arbitraire de 195 milliards pour que le solde net à financer se situe à 8 p.c. du produit national brut relève d'un choix, à mon sens, politique. J'admetts la nécessité d'économiser mais hors la charge de la dette, il n'y a pas, à proprement parler, de déficit des finances publiques. Hormis un léger déséquilibre dans les années 1981, 1982 et 1983, le solde est positif. Dès lors, le paiement des fonctionnaires, les interventions de la sécurité sociale, les débours en aides économiques sont, en définitive, inférieurs aux recettes fiscales. C'est à partir de ce postulat qu'il convient d'examiner le budget de l'Etat belge.

Je ne suis pas de ceux qui pensent que, partant de ce principe, nous devons porter tous nos efforts sur la dette publique et faire en sorte qu'elle n'existe plus, que ce soit d'une manière arbitraire ou d'une manière coercitive, pour reprendre le terme qu'employait M. Verhofstadt lors de l'interview du journal *Le Soir*. Selon moi, il faut procéder à des économies de manière sélective. Ces économies feront mal. Que vous connaissiez des difficultés avec le Parti socialiste ou la FTGB ne serait guère étonnant, mais vous devez vous attendre à en avoir aussi avec votre aile gauche et avec le syndicat chrétien.

Quoi qu'il en soit, il faut s'atteler à la tâche et opérer une sélectivité.

Au cours de ce débat, il a souvent été question d'économies au niveau de l'enseignement. Je ne suis pas de ceux qui prétendent s'immiscer dans la problématique scolaire. Peut-être ce problème est-il resté trop longtemps du domaine des spécialistes? Je n'irai pas jusqu'à prétendre que des économies substantielles sont possibles au niveau du mode de gestion.

Il convient toutefois de rappeler que notre pays est doté de deux réseaux scolaires, un libre et un officiel, ce qui garantit le libre choix du père de famille. On ne peut ignorer les guerres scolaires du début du siècle et de 1956, mais je ne suis pas certain qu'une révision du Pacte scolaire permettrait de régler les problèmes. Lorsque les Français ont essayé, par une loi qui, dans le fond, était équitable, de porter remède à la situation, il en est résulté des remous importants. Dieu sait que la situation en France n'est pas comparable à celle de la Belgique, mais nous pouvons constater une évolution. Certains orateurs de la majorité et de l'opposition ont souligné qu'un même sentiment animait les professeurs des collèges et des athénées. Les enseignants, tous réseaux confondus, professent des opinions de même nature, et la valeur confessionnelle n'existe plus nécessairement.

Un pays qui connaît les difficultés qui sont les nôtres, monsieur le Premier ministre, peut-il encore se permettre, dans la même petite ville, d'avoir un athénée et un collège, de multiplier les salles de gymnastique, les halls omnisports, les réfectoires et les laboratoires?

Les responsables doivent faire preuve de courage en la matière. Qu'il y ait des difficultés au niveau du secteur subventionné et qu'on estime insuffisant le contrôle ou le droit de regard sur les subventions allouées à l'enseignement libre, c'est un fait; que certains établissements utilisent avec une extrême parcimonie les deniers de l'Etat, c'est vrai aussi; que les abus sont autant de l'enseignement libre ou de l'enseignement officiel, c'est aussi une réalité. Le fait est que ce système coûte cher et que notre pays n'a pas les moyens de subventionner deux réseaux d'enseignement.

Je ne souhaite pas non plus la mise en place de qu'on a appelé l'enseignement pluraliste, s'il s'agit de créer un troisième réseau d'enseignement. Réfléchissons ensemble, je suis convaincu qu'il est possible de trouver une solution. Les professeurs de l'enseignement secondaire de la Communauté française ont manifesté ensemble contre la politique du ministre Damseaux. Ils pourraient sans doute se pencher ensemble sur la rationalisation de l'enseignement.

Il faut de plus constater que la situation se complique encore davantage en raison des sensibilités différentes, au Nord et au Sud du pays.

M. Desmarests. — Votre discours est différent de celui de votre collègue, M. Hismans.

M. Collignon. — Je présume que vous vous en réjouissez.

M. Desmarests. — Il conviendrait d'accorder vos violons car nous ne savons qui croire.

M. Collignon. — Nous devrions donc réfléchir davantage au problème. Cela vous ennuie peut-être...

M. Desmarests. — Pas du tout, mais ce n'est pas ainsi que le dialogue peut s'établir.

M. Collignon. — Je souhaite un dialogue à ce sujet et je constate que mon discours vous contrarie. Le dialogue se complique — ceci est une pierre dans votre jardin — car les sensibilités sont différentes au Nord et au Sud de ce pays. Et ce ne sont pas les phrases de certains collègues néerlandophones affirmant que les étudiants wallons sont moins intelligents que les étudiants flamands...

M. Windels. — Ce ne sont pas les collègues qui ont dit cela; c'est un professeur d'université qui a rendu publics les résultats de ses études!

De heer V. Van Eetvelde. — Niemand zegt dit.

M. Collignon. — C'est M. Anciaux qui a tenu de tels propos. (*Colloques.*)

Je pourrais rétorquer que vraisemblablement les études sont moins difficiles en Flandre qu'en Wallonie. Je renverse le problème.

Mais tout cela est du sophisme!

Vous n'auriez pas connu de difficultés au point de vue linguistique ou communautaire si vous, PSC, aviez admis, il y a un peu plus d'un an, que dans ce pays, la communautarisation de l'enseignement est un phénomène inéluctable. A partir du moment où l'on a deux ministres de l'Education nationale, en fait, la communautarisation existe au niveau du gouvernement. Un fait vaut mieux qu'un lord-maire! Acceptez donc cette situation.

Je rappellerai que votre président qui ne s'exprime d'ailleurs plus depuis quelque temps — ce qui est sans doute heureux pour le gouvernement —, disait que la conséquence de la communautarisation était: plus d'argent pour les Flamands et plus de pouvoir aux socialistes. Les élections ont démontré que le pouvoir aux socialistes au niveau communautaire, c'était zéro. Je ne dis pas que nous avons perdu les élections, mais le résultat est tel. Pour ce qui est de « moins d'argent pour les francophones », j'hésite à le dire, mais « vous l'avez dans l'os »!

M. Desmarests. — Vous ne lisez pas la presse flamande ces jours-ci.

M. Collignon. — Vous êtes perdants et vous en êtes responsables.

Les francophones doivent se mettre ensemble autour de la table et accepter la réalité de ce pays qui est que l'enseignement ne correspond pas aux forces politiques. L'enseignement libre dispose de moyens excessifs par rapport à sa représentation politique. Je m'incline devant cette réalité dont j'accepte de discuter. Les problèmes peuvent être résolus à ce niveau. Réfléchissez-y, même si vous trouvez que mon discours est irrationnel ou peut-être trop ambitieux.

En ce qui concerne les pouvoirs locaux, le gouvernement met gravement en péril l'effort d'assainissement des communes et des provinces, sur la base, sans doute, de l'arrêté royal n° 263. Tous les plans d'assainissement ont été dressés dans les communes en tenant compte d'une progression normale des budgets communaux. Vous rendez-vous compte que les communes vont devoir établir une espèce de « Val-Duchesse » qui aura un effet multiplicateur pour les citoyens? C'est extrêmement dangereux, monsieur le Vice-Premier ministre, et vous devriez y réfléchir dans le cadre du budget de 1987.

Les problèmes, dans ce pays, sont tous communautaires. L'altercation qui a eu lieu tout à l'heure entre le Premier ministre et M. Moureaux est intéressante à cet égard. Le Premier ministre a dit qu'il n'existait pas de pluralisme dans l'information en Belgique. Le problème est le même sur le plan communautaire; la confusion règne entre le Nord et le Sud du pays.

J'ignore si vous regardez de temps en temps la RTBF ou la RTL. Je vous signale que la RTL diffuse un journal télévisé destiné à la Wallonie. Par conséquent, la pluralité de l'information existe en Wallonie et à Bruxelles.

Je veux bien admettre qu'il n'y ait que la BRT au Nord du pays.

M. Friederichs. — La RTL est reçue jusqu'à Ostende.

M. Collignon. — J'ai dit à M. Martens que les Flamands regardaient la RTL, mais il ne l'a pas admis. Vous avez raison de regarder la RTL; ainsi, vous vous perfectionnerez dans la langue de Voltaire.

M. Guillaume. — Avec la RTB il est aussi possible de l'apprendre.

M. Collignon. — Peut-être le Nord du pays souhaite-t-il une deuxième télévision?

Le problème ne devrait pas être réglé au niveau national; il existe également, dans ce domaine, des sensibilités différentes. Ainsi, on pourrait prévoir un aménagement de loi totalement différent au Nord et au Sud du pays.

Mme Smet, qui depuis qu'elle est secrétaire d'Etat s'occupe sans doute d'autre chose, avait déposé une proposition de loi tout à fait intéressante qui aurait dû retenir votre attention, monsieur le Premier ministre.

En effet, accorder un monopole d'information à un groupe privé ne me paraît pas sérieux de la part d'un gouvernement national.

Je vous parlerai, à présent, des mesures de diminution de 195 milliards et de celles qui frappent l'individu. Il faut que vous vous rendiez compte, monsieur le Vice-Premier ministre, que la situation budgétaire d'un citoyen n'est pas très différente de celle de l'Etat. Le citoyen se trouve confronté à la gestion d'un revenu, quel qu'il soit. Celui-ci est composé de dépenses de consommation qu'on peut diviser en deux catégories. Tout d'abord, les dépenses incompressibles qui constituent, pour certains, la totalité du revenu et pour d'autres, la moitié, les trois quarts ou le quart.

Ensuite, viennent les dépenses de consommation qu'on pourrait appeler « la propension à consommer » — je pense que c'est Keynes qui utilisait ce concept. Cette catégorie de dépenses n'existe plus dans notre pays.

En raison des craintes qu'inspire la situation budgétaire, les Belges ont deux attitudes possibles. Certains sont confrontés à un dépassement de leurs revenus par des dépenses incompressibles; d'autres, qui ont encore une part de revenu disponible, épargnent par crainte de l'avenir. Dès lors, nous nous trouvons devant un phénomène de stagnation, tant au point de vue social qu'économique.

Il importe d'envisager la situation différemment. L'endettement de l'Etat est important, mais celui du citoyen l'est encore plus.

Il se situe dans un contexte tel que vous ne pouvez vous rendre compte de son appauvrissement, ni par les chiffres, ni par l'augmentation du PNB, ni par toute situation économique telle qu'elle est clichée! En effet, aucun organisme ne révèle que le citoyen belge est endetté à 25, 35 ou 50 p.c.

Toutefois, certains éclaircissements pourraient vous être donnés par les présidents de centres publics d'aide sociale, notamment. En effet, certains citoyens belges qui gagnent parfois des sommes qu'on pourrait considérer comme importantes et dépassant largement le minimum garanti, se trouvent dans un état d'appauvrissement supérieur à certains demandeurs d'emploi, parce qu'ils ont connu un système d'endettement très important.

Vous ne trouverez pas de solution à la situation que connaît actuellement notre pays sans avoir réfléchi à la réalité de l'endettement et aux possibilités d'épargne.

Dois-je vous rappeler, monsieur le Vice-Premier ministre, qu'en dix ans, le produit national brut a sans doute augmenté de 80 p.c. alors que les recettes fiscales augmentaient de 110 p.c. et les dépenses hors dette de 93 p.c.? Ceci explique d'ailleurs que les recettes fiscales sont supérieures aux dépenses courantes. Par contre, la charge de la dette s'est accrue de 595 p.c. Ce poste, en augmentation galopante, soutire 9,6 p.c. des richesses de ce pays et constitue le véritable problème que vous avez à résoudre.

Pourtant — et cela me rend inquiet —, dans une interview que vous avez donnée au journal *Le Soir*, vous ne répondez pas aux questions qui vous sont posées à ce sujet. Je lis cette réflexion du journaliste: «Il n'y a pas de miracles: si c'est une économie réelle pour l'Etat, il faut bien que d'autres paient ou bien c'est un simple report dans la charge d'intérêt à plus tard. — Réponse vague et floue.»

Je comprends que vous ne précisez pas les mesures que vous comptez prendre — en dehors de l'article 50 de la loi fiscale — mais, en tout cas, vous avez trop tardé: vous auriez dû frapper plus vite et plus fort. Nous vous aurions éventuellement critiqué, mais le pays en aurait peut-être ressenti les effets bénéfiques. Actuellement, il est peut-être déjà trop tard.

Je pourrais m'étendre longuement sur ce sujet qui constitue le nœud du problème. A l'heure actuelle, il vous appartient encore de négocier avec les banques et de régler le problème des cohabitants en ce qui concerne le chômage. Ce sont deux négociations tout à fait différentes: sans doute agirez-vous de manière coercitive au niveau des revenus du chômage? Quant aux organismes financiers qui réalisent des bénéfices au détriment de l'Etat — les taux d'intérêt sont passés de 13,5 à 14 p.c. au taux raisonnable de 10,5 p.c. —, il me paraîtrait normal qu'ils participent aux efforts de Val-Duchesse, soit par négociation, soit, à défaut, de manière coercitive.

Si vous ne parvenez pas à trouver 30 milliards, grâce aux mesures de Val-Duchesse — et ce montant ne représente pas grand-chose au niveau du budget de la Dette — vous aurez vraiment tout raté. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. le Président. — La parole est à M. Verhofstadt, Vice-Premier ministre.

M. Verhofstadt, Vice-Premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Monsieur le Président, j'ai constaté que le discours de M. Collignon était largement consacré à une comparaison avec le football. Dans le passé, on se référait beaucoup au cyclisme, mais, après Mexico, le style est celui d'Arsène Vaillant-Collignon.

M. Collignon. — Depuis que le meilleur cycliste belge est wallon, je ne fais plus de comparaison cycliste.

M. Verhofstadt, Vice-Premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Il vous est toujours loisible d'en faire, je n'y vois pas d'inconvénient, d'autant plus que le championnat du monde de cyclisme aura lieu prochainement. (*Sourires.*)

Mijnheer de Voorzitter, ik aarzel een beetje omdat ik mijn uiteenzetting niet, zoals de heer Collignon, heb doorspekt met een aantal vergelijkingen die aan het voetbal doen denken.

Allereerst wil ik de verslaggevers, de heren Desmarests en Van houtte, danken en feliciteren voor het uitstekend verslag over onze werkzaamheden in de commissie.

Op de meeste technische vragen die in de loop van dit debat werden gesteld, heb ik in feite reeds uitvoerig kunnen antwoorden ofwel in de commissie voor de Begroting in de Kamer van volksvertegenwoordigers, wat in het verslag van de kamercommissie werd vermeld, ofwel in de commissie voor de Financiën van de Senaat, zoals blijkt uit het verslag van de senaatscommissie. Ik wil dan ook in mijn uiteenzetting niet in herhaling vervallen betreffende de technische punten die in de commissie werden behandeld, met uitzondering van die welke hier in de openbare vergadering aanvullend werden naar voren gebracht.

Ik wil mijn antwoord op de gestelde vragen in drie delen splitsen. De eerste vraag — misschien vervalt ik toch in herhaling, maar zowel de leden van de oppositie als de leden van de meerderheid hebben die vraag opgeworpen — betreft het feit waarom de begroting 1986 zo laat werd ingediend, welke daarvoor de redenen zijn.

Het tweede punt van mijn uiteenzetting is een antwoord op de vraag of deze begroting wel realistisch is. Men twijfelde aan een aantal uitgangspunten tot saneringen of/ en bezuinigingen die ten grondslag liggen aan de Rijksmiddelenbegroting 1986.

In het derde deel wil ik het meer specifiek hebben over de fundamentele vraag wat de betekenis is van de begroting 1986. Indien ik mij niet vergis, hebben een aantal leden de stelling verkondigd dat in feite het begrotingsjaar 1986, ingevolge het laattijdig indienen van de begroting, een verloren begrotingsjaar is. Ik meen dus dat het nuttig is even in te gaan op de betekenis van deze begroting in het kader van het begrotingsbeleid dat de regering wenst te voeren.

Op de vraag waarom de begroting 1986 zo laattijdig werd ingediend en of er geen middel was om op een andere manier te werk te gaan bij het uitstippelen van het begrotingsbeleid 1986, wil ik het volgende antwoorden. Aangezien de Rijksmiddelenbegroting op 23 juni definitief werd opgesteld en enkele dagen later bij het Parlement werd ingediend, kan ik niet ontkennen dat zij inderdaad laattijdig werd ingediend. Ik wil nochtans van deze gelegenheid gebruik maken om met klem te stellen dat er niet getalmd werd met het uitstippelen van het begrotingsbeleid en met de voorbereiding van deze Rijksmiddelenbegroting. Mogen wij zeggen dat, enerzijds, de begroting 1986 op een niet-verantwoorde manier laattijdig werd ingediend, maar dat, anderzijds, de regering in de periode tussen januari en juni 1986 in elk geval op begrotingsvlak haar tijd niet heeft verloren.

De heer Egelmeers, ondervoorzitter, treedt als voorzitter op

Er zijn ook een aantal politieke en technische factoren die verklaren waarom de begroting zo laattijdig werd ingediend.

Ten eerste, heb ik in de commissie voor de Begroting van de Kamer en in de commissie voor de Financiën van de Senaat alsook tijdens de openbare vergadering in de Kamer erop gewezen dat wij eind vorig jaar verkiezingen hebben gehad. Ook de heer Chabert en de rapporteur, de heer Desmarests, hebben dit trouwens aangehaald. Dit heeft het opstellen van de begroting vertraagd.

Ten tweede, hebben wij in januari en februari volledig de voorafbeelding van het begrotingsbeleid voor 1986 opnieuw onderzocht. Normaal wordt een begroting 8 à 9 maanden vooraf voorbereid, *in casu* was dat dus juni/juli van vorig jaar. Op dat ogenblik worden er dan bilaterale besprekingen gehouden tussen het departement van Begroting en de verschillende uitgavende departementen, waarbij de aangevraagde kredieten worden onderzocht op hun wezenlijk karakter. Gelet op de enorme tussenperiode hebben wij na de verkiezingen de bilaterale besprekingen in het begin van dit jaar opnieuw hervat en alle economische, financiële en monetaire elementen die intussen waren gewijzigd, in de begroting opnieuw verwerkt.

De derde reden is zeer eenvoudig. In de loop van februari en maart van dit jaar hebben wij alle begrotingsartikelen in ons land doorgelicht en nagegaan of hun bestaan verantwoord was. In het regeerakkoord staat immers dat het oplossen van het probleem van de openbare financiën de grote uitdaging is. Het was dus evident dat wij onmiddellijk bij het aantreden van de regering een gedetailleerd onderzoek zouden ondernemen om begrotingsartikel per begrotingsartikel na te gaan waar de oorzaak lag van de ontsparing van de openbare financiën de jongste tien jaar en mechanismen zouden uitwerken om het probleem van de openbare financiën op te lossen.

Ten vierde, hebben wij in het begin van de lente politieke besprekingen aangevat die geduurd hebben tot half mei. Deze besprekingen hebben dus ongeveer zes weken geduurd, maar dit was, mijns inziens, helemaal niet te lang, gezien de enorme opgave waarvoor wij stonden, namelijk het tot stand brengen van een besparingspakket ten belope van 195 miljard frank. Dit bedrag vertegenwoordigt 10 pct. van de totale staatsuitgaven in het land. Zo'n begrotingsinspanning kan men niet uitwerken in twee of drie dagen, zelfs niet in twee of drie weken.

De vijfde en laatste reden waarom de Rijksmiddelenbegroting tenslotte eind juni bij het Parlement werd ingediend, heeft te maken met een aantal technische punten. Na het tot stand komen van het Sint-Annaplan op 23 mei van dit jaar heeft de regering ongeveer vier à vijf weken nodig gehad om het besparingsplan om te zetten in een algemene toelichting bij de Rijksmiddelenbegroting voor 1986, wat overigens een vrij korte periode is want andere jaren had men ongeveer zes à zeven weken nodig om de politieke beslissingen tot sanering om te zetten in een algemene toelichting.

En réponse à la remarque spécifique de Mme Delruelle, qui a estimé trop long le laps de temps qui s'est écoulé entre les dernières discussions de Val-Duchesse et le dépôt effectif du budget des Voies et Moyens, je signale que l'exposé général a été déposé le 23 juin, soit environ quatre semaines seulement après les négociations de Val-Duchesse, alors que, dans le passé, la traduction technique des décisions politiques dans un exposé général du budget des Voies et Moyens prenait normalement six mois.

Deze uitzonderlijke laattijdige indiening van de Rijksmiddelenbegroting vertoont echter ook een aantal andere aspecten, ik zou bijna zeggen positieve aspecten. Door deze laattijdige indiening zijn wij, zoals het

regeerakkoord het vermeldde, in staat geweest in de Rijksmiddelenbegroting voor 1986 saneringsmaatregelen op te nemen die betrekking hebben op het begrotingsjaar 1987. In normale omstandigheden kennen wij die pas in de maanden september of oktober, bij de indiening van de Rijksmiddelenbegroting van het betrokken jaar. Nu hebben wij dus een zicht op alle saneringsmaatregelen die in de begroting van 1987 zullen worden opgenomen.

Hoewel ik het in de commissie al voldoende heb onderstreept, wil ik hier nogmaals, in antwoord op de verschillende sprekers, zeggen dat het technisch mogelijk was de Rijksmiddelenbegroting reeds in januari of in februari in te dienen. Maar dan was het een begroting geworden voor 1986 bij ongewijzigd beleid, met een overheidstekort van ongeveer 640 miljard. De verschillende departementen zouden dan in staat geweest zijn onmiddellijk de volle 100 pct. toegestane kredieten te gebruiken vanaf januari, februari of maart. Toch hebben wij er goed aan gedaan het spaarplan af te wachten alvorens de Rijksmiddelenbegroting in te dienen. Dat heeft ertoe bijgedragen de uitgaven binnen bepaalde perken te houden.

Uiteraard hoeft niemand akkoord te gaan met mijn analyse, maar zelf blijf ik ervan overtuigd dat het kiezen van de andere weg, het onmiddellijk indienen van de Rijksmiddelenbegroting met een tekort van 640 miljard, vandaag, na zes maanden, een overheidstekort zou laten zien dat niet 20 miljard onder de resultaten van 1985 ligt, maar wel een tekort dat 10, 15 of 20 miljard hoger zou hebben gelegen dan het overheidstekort in 1985.

Ik onderstreep ook even de andere aspecten van deze laattijdige indiening. Het is de bedoeling van de regering ervoor te zorgen dat de begroting 1987 in elk geval wordt ingediend binnen de wettelijke termijn. Deze vraag werd door verscheidene sprekers gesteld. Er werden heel wat saneringsmaatregelen getroffen. Zij zijn terug te vinden in het spaarplan van 23 mei 1986. De bilaterale besprekingen voor de verschillende departementen zijn op het ogenblik bezig. Alles laat zich aanzien dat de moeilijkheden op diverse technische en politieke aspecten niet zullen worden herhaald voor de begroting 1987.

In het volgende deel van mijn uiteenzetting antwoord ik op de vele vragen die niet alleen in de commissie maar ook in de openbare vergadering werden gesteld in verband met de uitgangspunten en de cijfers van deze begroting.

Ik erken dat de socialistische oppositie ter zake veel duidelijker uitspraken heeft gedaan in de Kamer dan in de Senaat. Is dit misschien omdat men in de Senaat voorzichtiger is in verband met uitspraken over de evolutie van de begroting? Toch heeft men in de Senaat laten verstaan dat de begroting 1986 in feite niet realistisch is. Men tracht een beetje een mythe op te bouwen. Als op het einde van het jaar 1986 zou blijken dat het begrotingstekort lager is dan de geraamde 567,5 miljard zou dat niet te wijten zijn aan het beleid van de regering, maar wel aan het gebruik van een truc, namelijk het te pessimistisch inschatten van de uitgangspunten van de begroting en van de kredieten die worden aangevraagd door de verschillende departementen. Men probeert de mythe op te bouwen dat deze begroting niet zou steunen op realistische uitgangspunten omdat de regering alles te pessimistisch inschat. Indien dan de begrotingsdoelstellingen op het einde van het jaar zouden worden bereikt, kan men beweren dat het niet moeilijk was omdat de uitgangspunten te pessimistisch waren.

Sommige sprekers, hoofdzakelijk leden van de meerderheid, vragen of men niet te optimistisch was voor de begroting 1986. Collega Chabert wees op de evolutie van de fiscale ontvangsten die achterblijven ten opzichte van de uitgangspunten van deze begroting. Hij vraagt of wij onszelf opnieuw bedriegen met als gevolg dat wij op het einde van het jaar 1986 weer een ontsparing zullen meemaken. Ik zou me vrij makkelijk van deze kritiek kunnen af maken met de redenering dat sommigen zeggen dat de begroting te pessimistisch is, anderen dat ze te optimistisch is en dat wij dus de gulden middenweg bewandelen. Ik zal dat echter niet doen.

Ik ga kort in op een aantal punten vermeld zowel door de oppositie als door de meerderheid. Eerst wil ik erop wijzen dat de cijfers van de begroting niet die zijn van de minister van Begroting. Het bedrag van 640 miljard overheidstekort, bij ongewijzigd beleid, is niet zomaar uit de lucht gegrepen. Het is het uiteindelijk resultaat van de aanvragen om uitgaven, om kredieten die door de verschillende departementen werden ingediend en die na bilateraal contact tussen het departement van Begroting, enerzijds, en de verschillende betrokken departementen, anderzijds, worden aangepast. Ongeacht deze opmerking blijven de begrotingsramingen voor 1986 nochtans realistisch. Zij zijn niet te pessimistisch en ook niet te optimistisch.

En effet, les recettes n'ont pas été sous-estimées, comme l'ont prétendu certains collègues. Les résultats — M. Chabert l'a d'ailleurs souligné — pour les six premiers mois de 1986, montrent que les recettes augmentent annuellement de 3,5 p.c. environ, alors que l'exposé général du budget des Voies et Moyens 1986 prévoit une croissance de 4,5 p.c. Selon les estimations, les recettes fiscales devraient donc, en 1986, être de 4,5 p.c. supérieures à celles de 1985. Cela signifie que les recettes fiscales pour les six derniers mois de 1986, vu les résultats des six premiers mois de cette même année, devraient être chaque mois plus élevées de 5 p.c. par rapport au mois correspondant de l'année 1985, si l'on veut atteindre le résultat pris comme point de départ pour l'élaboration du budget des Voies et Moyens de 1986. On ne peut, en tout cas, pas prétendre, je le répète, que les recettes fiscales aient été sous-estimées pour l'année 1986.

Op de meer specifieke vraag van de heer Chabert of, gelet op de resultaten van de eerste zes maanden, de fiscale ontvangsten niet werden overschat bij het opstellen van de begroting voor 1986, moet ik antwoorden dat de regering het op het ogenblik nog niet nodig vindt, van de oorspronkelijke ramingen af te wijken. Wij wachten het resultaat af van de maand juli. Dit is immers zeer belangrijk, ik zou bijna zeggen doorslaggevend, voor het uiteindelijk resultaat van dit begrotingsjaar omdat dan de voorafbetalingen van de ondernemingen binnenkomen. Eenmaal dat het resultaat van de maand juli en de evolutie van de voorafbetalingen van de ondernemingen bekend zijn, kan een vrij juist beeld worden gevormd van het uiteindelijk resultaat.

Het is evident dat indien in september zou blijken dat de fiscale ontvangsten van juli nog beneden de verwachtingen liggen — wat wij niet veronderstellen — wij de nodige maatregelen zullen treffen om de begrotingsdoelstelling voor 1986 alsnog te bereiken.

Je souhaite souligner un deuxième point montrant que le budget des Voies et Moyens de 1986 est basé sur des calculs réalistes: c'est le fait que les dépenses également ont été calculées de façon objective. Nous avons, je l'ai déjà signalé, vérifié deux fois les montants des crédits avancés par les différents départements. Des contacts bilatéraux ont eu lieu en juin 1985 et en janvier et février 1986. En outre, nous avons tenu compte de ce que certaines dépenses ont donné lieu dans les années antérieures à des crédits supplémentaires importants. Je citerai comme exemple le cas des deux départements de l'Éducation nationale, où l'on constate chaque année des retards structurels. Pour l'année budgétaire 1986; des crédits supplémentaires ont été accordés dès le départ: 2,8 milliards pour l'enseignement néerlandophone et 0,7 milliard pour l'enseignement francophone.

J'en arrive au troisième élément montrant que les dépenses ont été calculées de façon réaliste: un certain nombre d'opérations de trésorerie ont été reprises dans le budget pour un montant d'environ 25,1 milliards pour l'année budgétaire 1986.

Un quatrième élément est l'évolution du solde net à financer pour les six premiers mois de 1986. Il a été inférieur, pour les quatre premiers mois de 1986, de 6,7 milliards par rapport à l'année 1985. Pour les cinq premiers mois, il était inférieur de 11,4 milliards et pour les six premiers mois, de 20,4 milliards.

M. Leemans reprend la présidence de l'assemblée

Cette évolution peut nous donner de l'espoir. Elle ne peut cependant nous mener à l'euphorie.

Telles sont les raisons pour lesquelles le gouvernement considère que les estimations et les points de départ du budget 1986 sont réalistes. L'évolution favorable du solde net à financer de 1986 comparé à celui de 1985 s'explique surtout par le fait qu'une série de mesures ont déjà été prises dès la fin de l'année précédente et commencent à faire sentir leurs effets.

De redenen moeten worden gezocht in een aantal elementen.

M. Spitaels. — J'estime que votre réponse à la question de M. Chabert et sur les dépenses est intéressante, monsieur le Vice-Premier ministre, mais je ne suis pas votre raisonnement sur le solde net à financer. Les chiffres sont là, vous les avez donnés, mais comment se fait-il que le solde net à financer au milieu de l'année 1986 soit inférieur à celui de 1985 sans qu'aucune mesure de Val-Duchesse ait encore été appliquée?

Ceci apporte une certaine crédibilité à la critique socialiste, formulée aussi bien à la Chambre qu'au Sénat, selon laquelle le solde net à financer a été surestimé. Je vous demande une réponse précise à propos du troisième point de votre raisonnement.

Le solde net à la mi-1986 est meilleur que celui de 1985. Or, vos prévisions budgétaires indiquaient une aggravation notable. Il y a donc quelque chose d'anormal dans vos prévisions.

M. Verhofstadt, Vice-Premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — J'avais l'intention, monsieur Spiraels, d'aborder maintenant le problème de la différence entre l'évolution des six premiers mois de 1986 et l'estimation qui figure au budget des Voies et Moyens.

Quatre motifs expliquent cette différence.

Premier point: les crédits d'engagement ont été bloqués en décembre 1985 et les reports de l'année 1985 renvoyés en 1986. C'est la première fois qu'un gouvernement prend pareilles mesures, qui freinent les dépenses de l'Etat pour l'année 1986, puisque certains engagements ne peuvent plus être reportés alors qu'ils pouvaient l'être dans le passé.

Deuxième point: dès le début de l'année 1986, certaines mesures d'assainissement ont été appliquées; elles ont été reprises dans le plan d'assainissement. Je pense, par exemple, au programme d'investissement. Celui-ci a été freiné et la première tranche de 1986 n'a été libérée qu'à concurrence de 16 p.c. soit, pour quatre tranches, 64 p.c., qui ont été repris, au mois de mai, dans les résultats définitifs des négociations du plan d'assainissement de Sainte-Anne.

Troisième point: d'autres mesures, retenues plus tard dans le plan d'assainissement, ont déjà été appliquées, comme le blocage des dotations aux Fonds des bâtiments scolaires. Celles-ci sont versées dès le début de l'année directement par le Trésor sur un compte à la Banque Nationale destiné aux différents fonds des bâtiments.

Quatrième point: les crédits provisoires ont eu, mais j'hésite à le dire, un effet bénéfique indéniable. Depuis le début de l'année 1986, les départements ont fonctionné au moyen de crédits provisoires, c'est-à-dire sur la base de tranches qui leur sont attribuées. Lorsqu'on leur alloue immédiatement un budget définitif, on leur procure tout de suite la possibilité d'utiliser les crédits dans leur totalité.

U mag deze laatste uitleg — daarom heb ik gezegd dat ik het argument met enige aarzeling gebruikte — niet interpreteren als een pleidooi voor het permanent invoeren van voorlopige kredieten.

Je crains que, durant la deuxième partie de l'année, l'évolution à la baisse du solde net à financer ne se poursuive pas. Dès que les budgets seront votés, en octobre ou en novembre 1986, il est probable, en effet, que s'opère une poussée à la hausse. Il s'avère donc nécessaire de contrôler davantage l'évolution des dépenses dans les différents départements.

Ik heb daaromtrent in de commissie een voorstel gedaan dat misschien kan worden besproken in de gemengde commissie Parlement-regering die werd opgericht met het oog op de hervorming van de begrotingstechnieken. Het voorstel bestaat erin een systeem tot stand te brengen waardoor zelfs bij goedgekeurde uitgavenbegrotingen de kredieten vervat in deze uitgavenbegrotingen slechts in schijven worden toegekend. Dit punt moet alleszins worden besproken in de gemengde commissie. Het kan een bijkomend instrument zijn, maar een wijziging in de wet van 1963 op de rijkscomptabiliteit is dan noodzakelijk. Bepaalde personen zullen misschien van mening zijn dat de idee slechts is bedoeld om sommigen nog meer armslag te geven. De begrotingen, integendeel, zullen beter controleerbaar zijn zowel voor de wetgevende als voor de uitvoerende macht wanneer, nadat een begroting op het einde van het jaar is goedgekeurd, de kredieten niet voor de volle honderd procent ter beschikking worden gesteld maar, bijvoorbeeld, in vier schijven worden toegekend. Dit doen wij nu reeds. Ook de vorige regering deed dit, bijvoorbeeld in verband met de investeringsuitgaven. Wij keuren een programma goed.

Le programme d'investissements est approuvé au début de l'année dans sa totalité, mais les crédits sont libérés en quatre tranches pour permettre de suivre l'évolution des engagements, des ordonnancements, et de contrôler plus rapidement les dépassements éventuels. On pourrait introduire le même système pour tous les budgets sans pour autant appliquer éternellement le système des crédits provisoires. Je parle de budgets votés par le Parlement et de la libération des crédits prévue dans ces budgets.

Die redenen — de blokkering van de vastleggingen in december 1985, de beperking van het investeringsprogramma van bij het begin en vooral het vrijgeven in schijven van de kredieten — leiden tot deze betere evolutie. Misschien is het te technisch, maar het is in ieder geval interessant, de evolutie te volgen van het netto te financieren saldo wanneer

de verbetering intreedt tijdens de eerste zes maanden. De verbetering treedt namelijk altijd in de laatste maand waarin nog voorlopige kredieten gelden. Na de eerste drie maanden bedroeg het netto te financieren saldo minus 13,2 miljard, een maand daarna verslechterde de situatie tot minus 6,7 miljard. Nu hebben wij opnieuw een beter resultaat na zes maanden, namelijk van minus 20,4 miljard. Ik ben ervan overtuigd dat de cijfers voor juli minder goed zullen zijn dan die voor de eerste zes maanden omdat er opnieuw een schijf voorlopige kredieten vrijkomt. Ik wou daar even de aandacht op vestigen.

Il m'a paru nécessaire de donner ces explications à une certaine opposition socialiste, flamande en particulier, qui reproche au gouvernement, qui reste sur sa position, d'avoir confectionné le budget 1986 sur la base de chiffres non valables et trop pessimistes.

Ik kom tot het derde en laatste deel van mijn uiteenzetting om te antwoorden op verschillende specifieke vragen.

Vele sprekers trokken de eigenlijke betekenis van de begroting 1986 in twijfel en vroegen zich af waarom er nog moest worden overgediscussieerd. Volgens hen is dit een verloren jaar en een verloren begroting. Ik deel die mening niet. Zoals ik in de commissie al heb opgemerkt en zoals ook de rapporteurs er hebben op gewezen, ben ik ervan overtuigd dat de begroting 1986 weliswaar geen ideale begroting is — hoe zou men over een ideale begroting kunnen spreken met een totaal netto te financieren saldo van 567,5 miljard? — maar moet worden beschouwd als een overgangsbegroting. Ze kan een belangrijke begroting worden om drie redenen: allereerst, omdat ze de aanzet is van de uitvoering van het spaarplan met het oog op de oplossing van de problemen van de openbare financiën, ten tweede, omdat ze een werkelijke stap betekent in het begrotingsbeleid dat wij wensen te voeren en, ten derde, omdat wij met de begroting 1986 eindelijk een begin maken met het wijzigen van een aantal prioriteiten.

Ik herhaal dat de begroting 1986 de overgang vormt naar de uitvoering van het Sint-Annaspaarplan waarvan de weerslag op de begroting ongeveer 52 miljard bedraagt. Het detail daarvan vindt men in de verschillende bijlagen bij het verslag.

Ingevolge een aantal technische redenen, is het best mogelijk dat in de praktijk, bij de uitvoering van de diverse besparingsmaatregelen die in het besparingsplan zijn opgenomen, afwijkingen zullen worden vastgesteld tussen de reële besparingen en de bedragen welke voorkomen in het verslag van de Kamer en in het verslag van de Senaat. U moet deze verklaring niet beschouwen als een voorzorgsmaatregel. Ik wou dit echter vandaag reeds onderstrepen opdat daarover in het najaar geen misverstanden zouden bestaan.

Het is dus best mogelijk dat wij globaal wel de besparing van 52 miljard halen, maar dat de diverse gerealiseerde cijfers hier of daar afwijken van de vooropgezette getallen. Er werden daaromtrent enkele zeer concrete vragen gesteld die ik niet onbeantwoord wil laten.

De heer Moens bijvoorbeeld heeft het gehad over de besparing van 2 miljard 390 miljoen op de ziektevergoedingen. Hij beweerde dat wij dit doel niet zullen bereiken om diverse redenen, waaronder één zeer pertinente reden, namelijk dat wij slechts een impact zullen kennen van vijf twaalfde in plaats van een impact van zes twaalfde. Mijnheer Moens, u hebt 100 pct. gelijk want wij zullen slechts een impact hebben van vijf maanden in plaats van zes maanden. Immers, als er nog maar vijf maanden overblijven, is het uiteraard moeilijk, zes maanden te verwezenlijken, tenzij men zou spelen met maatregelen met terugwerkende kracht. Het is echter best dat men dat in ons juridisch systeem niet invoert.

Wij zullen in elk geval in deze sector compenserende maatregelen nemen. Ik denk onder meer aan bepaalde administratiekosten die in aanmerking kunnen komen om er bij de technische uitwerking voor te zorgen dat in elk geval in die sector het besparingsbedrag wordt gehaald.

Een tweede sector die ik in dat verband even wil behandelen is het onderwijs waar zich een analoog probleem voordoet. Bij de uitwerking van de besparingsmaatregelen, wanneer wij een aantal evidente, noodzakelijke en verantwoorde uitzonderingen hebben gemaakt voor bepaalde scholen of klassen die in bepaalde omstandigheden moeten werken, hebben wij vastgesteld dat wij om een aantal praktische en technische redenen en om redenen van pedagogische aard het besparingsbedrag niet volledig konden realiseren.

Wij hebben verleden zaterdag een aantal compenserende maatregelen genomen. Deze worden nu in een aantal besluiten opgenomen. Ik denk onder meer aan het optrekken van de normen in het zevende jaar van het secundair onderwijs, aan de beperking van de toelage voor niet-residentiële, aan de berekeningsmethode voor het type I en het type II

die op een zelfde leest zullen worden geschoeid. Ik denk onder meer ook aan de maatregelen in verband met de universiteiten en de HOBu. Het zijn allemaal maatregelen die moeten toelaten de oorspronkelijk geplande saneringsmaatregelen uit te voeren, maar dan op een billijke manier en rekening houdend met de uitzonderingen die noodzakelijk waren om de maatregelen in de praktijk te kunnen omzetten. Deze maatregelen moeten dan worden aangevuld met een aantal compenserende maatregelen omdat het begrotingscijfer zou kunnen worden bereikt.

Het voorbeeld van het onderwijs is hier zeer goed gekozen. Wij moeten rekening houden met een aantal legitieme, noodzakelijke, aanpassingen om de beoogde besparing te kunnen realiseren.

Mijnheer de Voorzitter, ik heb in de commissie voor de Financiën zelf aangeboden in de maand september een gewetensonderzoek te doen van de uitvoering van de begroting en de saneringsmaatregelen. Wij zullen dan inderdaad, zoals de heer Moens en andere sprekers voorspelden, afwijkingen vaststellen tussen de bedragen, die zijn opgenomen in het verslag, en de uiteindelijk gerealiseerde besparingen. Dit is te wijten aan de redenen die ik daarnet heb opgesomd. Wij moeten daarover echter niet panikerig doen. Wij zullen open en bloot in de commissie nagaan hoe wij inhoudelijke motieven hebben kunnen verzoenen met een aantal begrotingsmotieven.

Er werd door talrijke sprekers ingegaan op de maatregelen die werden genomen in verband met de bissers en de trissers. Mevrouw De Pauw vroeg hoe wij deze maatregelen zullen toepassen in specifieke omstandigheden, zoals in geval van ziekte van de student of van overlijden van een familielid. Wij zullen bij het uitwerken van de maatregel uiteraard rekening houden met zulke specifieke toestanden.

Ik wil ook nog antwoorden op een specifieke vraag van de heer Wyninckx in verband met het Instituut voor bestuurswetenschappen te Antwerpen. Dit instituut haalt inderdaad niet de norm die in de maatregelen wordt vooropgesteld. Wij zullen in de praktijk moeten onderzoeken of het instituut niet kan worden gered door andere maatregelen, zoals bijvoorbeeld een fusie met een ander instituut.

Mijnheer de Voorzitter, deze begroting vormt een goed begin voor de volledige sanering van de openbare financiën van ons land. Een netto te financieren saldo van 7 pct. op het einde van 1989 is natuurlijk niet het uiteindelijke doel van het begrotingsbeleid van de regering. Wij zullen volgens sommige deskundigen slechts gerust kunnen zijn wanneer wij een overheidstekort zullen hebben bereikt van 5,5 pct. van het bruto nationaal produkt. Dan pas zou het zelfvoedend karakter van de overheidsschuld worden doorbroken. Mijns inziens zullen wij pas met een gerust gemoed kunnen gaan slapen wanneer het overheidstekort maar 4 pct. van het bruto nationaal produkt bedraagt. Dit is namelijk de norm die overeenkomt met de omvang van de kapitaaluitgaven in ons land. Het overheidsdeficit zou niet groter mogen zijn dan het bedrag van de kapitaaluitgaven. De volledige lopende uitgaven, inclusief de interestlasten op de rijksschuld, moeten kunnen worden gedekt door de totale inkomsten die worden geoekt.

Dit spaarplan is dus een eerste stap in de goede richting, ook al weten wij allemaal dat ons begrotingsbeleid zal moeten worden verder gezet. Hierover mag geen misverstand bestaan. Uit de studie van het Planbureau bleek duidelijk, in tegenstelling tot wat gedurende weken in sommige milieus werd voorgehouden, dat de volledige uitvoering van het spaarplan een oplossing kan betekenen voor onze begrotingsproblemen. Al degenen die na 23 mei beweerden dat het spaarplan onze begrotingsproblemen niet zou oplossen, wil ik verwijzen naar de studie van het Planbureau die — men kan beweren dat de uitgangspunten ervan te positief of te optimistisch zijn — tot de vaststelling komt, ten eerste, dat het spaarplan best volledig wordt uitgevoerd en, ten tweede, dat als het wordt uitgevoerd, het onze problemen inzake openbare financiën kan oplossen.

Deze begroting put ook haar betekenis uit haar evenwichtig karakter. Dit roept wellicht reacties op — zij het dan ingehouden reacties — bij de oppositie. Wij hebben die hier en in de commissie gehoord. Dit spaarplan is, ondanks alles, evenwichtig en wel om drie redenen. Ten eerste, volgens het IMF bevat dit spaarplan een pakket maatregelen die eigenlijk een programma zonder voorgaande in de industriële wereld omvatten. En wat meer is, volgens het IMF bevat dit spaarplan effectieve maatregelen die op termijn een groeiende effect kunnen hebben om het probleem van de overheidsfinanciën op te lossen. Maar sommigen zullen wellicht andere bronnen boven die van het IMF verkiezen.

Tweede reden aan de hand waarvan ik wil bewijzen dat dit plan evenwichtig is. In een studie van professor Moessen, waarnaar ik in de commissie ook al heb verwezen, wordt het saneringsprobleem op een

andere manier benaderd. Professor Moessen vraagt zich niet alleen af hoeveel er moet worden gesaneerd, maar ook in welke uitgavencategorieën dit moet gebeuren. Deze studie die, op basis van een aantal elementen, dit onderzoek van het spaarplan uitvoert, komt tot de conclusie dat het spaarplan ingrijpt in die uitgavencategorieën en in die departementen waar het nodig is. Professor Moessen duidt de plaatsen aan waar moet worden gesaneerd: in de economische transfers, in de sociale transfers, in de overheidsbedrijven enzovoort. Op een ironische toon besluit hij zijn studie met te zeggen dat ze het in de Sint-Annapriorij misschien niet wisten, maar dat het spaarplan toch ingrijpt waar het volgens hem nodig is om het probleem van de openbare financiën op te lossen.

Tenslotte is er nog een derde reden waarom dit spaarplan evenwichtig is. Dagenlang werd er in een open geest in commissie en in openbare vergadering, zowel in de Kamer als in de Senaat, gediscussieerd over het probleem van de openbare financiën. Iedereen heeft gezegd dat het probleem van de openbare financiën in eerste instantie een uitgavenprobleem is. Sommigen hebben wel gezegd dat er ook moest worden opgetreden aan de kant van de inkomsten, bijvoorbeeld voor de fraudebestrijding. Toch zal het niet aan die kant zijn dat wij 567,5 miljard overheidstekort gaan wegwerken. Iedereen heeft erkend — de ene voor 60 pct., de andere voor 100 pct. — dat het probleem zich aan de uitgavenzijde situeert, alhoewel men zich misschien kan afvragen of er ook voldoende inspanningen zijn gedaan aan de kant van de inkomstenzijde. Toch heeft niemand andere uitgavencategorieën of andere uitgavenmechanismen in de begroting of in bepaalde sectoren voorgesteld waaraan mocht worden geraakt om het begrotingsprobleem op te lossen.

M. Pécriaux. — Ce n'est pas le rôle de l'opposition. Ce sont vos prérogatives. Vous devez les assurer.

M. Verhofstadt, Vice-Premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Je sais bien que ce n'est pas le rôle de l'opposition, mais, pendant des mois, on a reproché au gouvernement de ne pas établir un plan équilibré pour diminuer les dépenses.

Les discours que j'ai entendus hier et avant-hier dans cette enceinte et durant les dernières semaines à la Chambre allaient tous dans le même sens: il ne faut pas toucher aux transferts économiques, aux entreprises publiques, à la sécurité sociale, aux départements que j'appellerai « d'autorité », etc.

M. Pécriaux. — Ce n'est pas vrai; on vous a même suggéré la Défense nationale.

M. Verhofstadt, Vice-Premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Un orateur a dit à cette tribune qu'il ne fallait pas toucher aux entreprises publiques. D'autres ont critiqué les mesures prises dans le secteur de l'enseignement. Tous ont souhaité des assainissements, mais pas dans tel ou tel secteur bien déterminé. C'est la conclusion que je tire de cette discussion. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

Wanneer ik zeg dat dit een evenwichtig saneringsplan is, gebruik ik een laatste argument, een argument *a contrario*. Tijdens deze lange bespreking heb ik geen voorstellen gehoord in verband met uitgavencategorieën waarvan gerust iets mag worden afgenomen en waar saneringen kunnen gebeuren.

Ik besluit met twee opmerkingen.

Ten eerste, heeft men tijdens het laatste gedeelte van de uiteenzettingen van de oppositie gezegd dat de regering met deze saneringspolitiek een asociaal beleid voert. Zowel in de Kamer van volksvertegenwoordigers als in de senaatscommissie heb ik reeds de kans gehad om een onderscheid te maken tussen een sociale bewogenheid die blind is, zich op te korte termijn situeert en op lange termijn voor de volgende generaties negatieve sociale gevolgen creëert, en een sociaal beleid dat zich uitstrekt over de tijdsgrenzen van een te kortstondige periode van vijf of tien jaar. Het is juist dat de regering een aantal mensen inspanningen vraagt. Toch is dit de enige weg om ook voor de volgende jaren een voldoende grote welvaart te scheppen in dit land en ook morgen nog een sociaal beleid te kunnen voeren.

Ten tweede, eindig ik met een opmerking die hier werd gemaakt en die ik graag hoorde. De heer Van In vermeldde goede literatuur, in Nederlandse vertaling, namelijk het boek van David Stockman over de ervaringen van de minister van Begroting in de periode 1980-1985. De heer Van In eindigde zijn betoog, het boek van David Stockman in de

hand, met het uitspreken van de hoop dat ik niet zou eindigen zoals David Stockman en niet na vier of vijf jaar ontgoocheld zou weglopen om dan een boek te schrijven. David Stockman moest dat waarschijnlijk niet doen om in zijn levensonderhoud te voorzien, want hij heeft een zeer goed contract bij een *brokers*-firma sinds hij weg is uit de politiek.

Ik denk dat er tussen de Belgische situatie en de situatie in de Verenigde Staten een groot verschil bestaat als het juist is, wat David Stockman schrijft in zijn boek, namelijk dat de president van de Verenigde Staten de stellingen van zijn minister van Begroting helemaal niet volgt. In elk geval zitten in België de leden van de regering, en zeker de Eerste minister en zijn minister van Begroting, wel op dezelfde golfengete zodat ik er van overtuigd ben dat wat wij nastreven in België, wel zal lukken. *(Levendig applaus op de banken van de meerderheid.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de Eerste minister.

De heer Martens, Eerste minister. — Mijnheer de Voorzitter, bij het einde van dit debat over de Rijksmiddelenbegroting wil ik eerst zeggen dat de minister van Begroting en ikzelf inderdaad op dezelfde golfengete zitten.

De heer Mommerency. — Met een gestoorde radio!

De heer Martens, Eerste minister. — Wij hebben ook met de collega's in de regering, een zeer moeilijk gevecht geleverd en de begroting voor het jaar 1986 moet in dat perspectief worden gezien.

Het gaat over een overgangsbegroting naar 1987. Ik sta soms wat verwonderd over de commentaren die wij nu lezen omdat alles reeds was aangekondigd in het regeerakkoord van november. Wij hebben daarin inderdaad gezegd dat het tekort op het einde van het begrotingsjaar 1987 maximum 8 pct. mocht bedragen van het bruto nationaal produkt, dat wij de besparingsmaatregelen om dat doel te bereiken zouden opnemen in de algemene toelichting bij de Rijksmiddelenbegroting 1986 en dat wij vóór het einde van de maand juli deze beslissingen technisch zouden realiseren, voor het grootste gedeelte met bijzondere-machtenbesluiten. In het investituurdebat heb ik er zelfs nog aan toegevoegd, hoewel het steeds gevaarlijk is zich te binden aan termijnen, dat de regering binnen de zes maanden zou moeten bewijzen of zij deze taak aankon. Binnen die aangegeven termijn is inderdaad het pinksterplan tot stand gekomen. U weet welke reacties dit plan heeft losgewoeld. Zij waren zowel positief als negatief, maar niemand zal ooit nog aan dit spaarplan kunnen voorbijgaan.

Zoals de minister van Begroting het daarstraks heeft onderstreept, heeft het IMF het pinksterplan de belangrijkste besparingsoperatie van een industriële Staat genoemd. Het IMF zegt dat dit spaarplan zonder voorgaande is in een industriële Staat.

M. Deworme. — Il a voulu louanger le gouvernement.

De heer Martens, Eerste minister. — Het IMF was van oordeel dat dit plan niet alleen noodzakelijk is, maar dat het ook zeer omvangrijk is.

Ik wil niet uitvoerig ingaan op de polemiek die is ontstaan rond de laattijdige indiening van de Rijksmiddelenbegroting. Het is een publiek geheim dat het mijn bedoeling was bij de onderhandelingen voor de regeringsvorming het geheel te negotieren, ook de concrete maatregelen, om deze dan zo spoedig mogelijk te kunnen uitvoeren. Ik heb mij echter laten overtuigen door degenen die beweerden dat dit ons regelrecht naar de mislukking zou leiden. Ik moet deemoedig toegeven, wanneer ik de reacties zie die het spaarplan hebben uitgelokt, dat indien wij, zoals in Nederland, alles hadden genegotieerd tijdens de onderhandelingen voor de regeringsvorming, het gevaar groot was — en ik betreurt dat — dat het pinksterplan nooit levensvatbaar zou zijn geweest.

Ons proces van politieke besluitvorming is van die aard dat wij niet alleen verplicht waren bijzondere machten te vragen, maar bovendien langdurig overleg moesten plegen alvorens wij tot de uitvoering van het plan konden overgaan.

Het is de taak en de plicht van een Eerste minister voortdurend op de timing te letten. Ik heb daar geenszins mee bedoeld dat ik iedereen voor een voldongen feit wilde plaatsen. Met die timing was niets toeval. Ik heb het even laten nagaan: er was geen miskenning van het Parlement. Met uitzondering van de normale vergaderingen van het Parlement — stemmingen, interpellaties en mondelinge vragen — hebben de minister van Begroting en ikzelf 43 vergaderingen bijgewoond in de Kamer — 20

kamercommissies en 23 openbare vergaderingen. Wij hebben ook 23 openbare en 14 commissievergaderingen in de Senaat bijgewoond. In totaal dus een tachtigtal dagen. Deze vergaderingen betroffen het investituurdebat, het belangrijke debat over de bijzondere machten, de verdediging van de resultaten van het conclaaf, regeringsmededelingen enzovoort.

Ik herhaal dat ik dat graag heb gedaan. Waarschijnlijk werd zelden een parlementaire periode beleefd waarin zoveel uitleg is verschaft, discussie is gevoerd en waarin zo vaak is ingegaan, in de eerste plaats op de doelstellingen van de besparingsoperatie en vervolgens op de concrete maatregelen.

Er is geen zweem van miskenning van de parlementaire procedure. Zij is wat zij is, er is nu eenmaal het tweekamerstelsel. De regering is het debat op een open manier aangegaan. Zij heeft er nooit in negatieve termen over gesproken, integendeel! Deze debatten vragen nu eenmaal tijd. De verkiezingen werden georganiseerd op 13 oktober 1985. De regering was einde november gevormd. Alleen al om die redenen moest de Rijksmiddelenbegroting met vertraging worden ingediend. Zoals de minister van Begroting heeft betoogd, konden wij de Rijksmiddelenbegroting technisch indienen in december. Dan zou ze echter geen besparingsmaatregelen hebben bevat.

Belangrijk is vanzelfsprekend dat wij de besparingsoperatie tot een goed einde brengen. Wij zullen inderdaad onze timing even overschrijden. Meer dan zestig punten staan op de agenda van de Ministerraad die morgen, en waarschijnlijk ook zaterdag en zondag, zal vergaderen om belangrijke besluiten, waaronder bijzondere-machtenbesluiten, goed te keuren in uitvoering van het spaarplan.

De bespreking van de begroting is een gelegenheid om dieper in te gaan op politieke problemen en om het sociaal-economisch beleid van de regering te onderzoeken.

Ik wil even ingaan op de perspectieven die het Planbureau zopas heeft bekendgemaakt. In de conclusies van dit belangrijke, genuanceerde document wordt het sociaal-economisch beleid duidelijk, klaar en compact weergegeven. Dit beleid wordt tenslotte vier à vijf jaar onder impuls van de regering bepaald.

Les conclusions du Bureau du Plan de juillet 1986 relatives aux perspectives de 1986 à 1990 comportent trois points.

Dans un premier point, le Bureau du Plan dit: «Sauf dans le domaine de l'emploi, la projection laisse présager une évolution relativement favorable des principales variables macro-économiques à moyen terme. Sur l'ensemble de la période de projection, en effet, la croissance moyenne serait supérieure à 2,5 p.c., l'inflation serait ramenée à moins de 1 p.c., l'explosion latente des finances publiques serait en voie d'être enrayerée avec une stabilisation du rapport de la dette du PNB à partir des années 1989-1990, au niveau extrêmement élevé toutefois de 130 p.c., et le solde extérieur connaîtrait un surplus très important.

Ces évolutions appellent toutefois certaines mises en garde: il convient, en effet, de relever certains points plus fragiles tant au niveau des hypothèses que des résultats. Un environnement international très favorable sous-tend cette projection. A ce niveau, trois hypothèses «lourdes» restent conditionnelles: la forte croissance du commerce mondial prévue pour 1986 et 1987, la décade lente, mais régulière, des taux d'intérêt, et l'hypothèse d'un maintien de prix énergétiques très bas sur toute la période.

Du côté des comportements simulés, deux points doivent également être mis en évidence. L'hypothèse d'une évolution des salaires parallèle à celle de la productivité exclut tout dérapage salarial et explique largement le maintien de la position compétitive de l'économie et de ses parts de marché. Par ailleurs, la répercussion complète, à terme, des baisses de coûts dans les prix explique les résultats en matière d'inflation et donc, aussi, de compétitivité.»

La deuxième conclusion du Bureau du Plan est la suivante: «Le plan gouvernemental d'assainissement des finances publiques, qui, dans la projection, est supposé mis en œuvre complètement, conduit à un incontestable assainissement des finances publiques. Les ordres de grandeurs mis en place sont de nature à ramener le déficit en dessous du seuil critique à partir duquel apparaît l'effet «boule de neige». La stabilisation du rapport de la dette au PNB se situe toutefois encore à un niveau très élevé. A côté de son influence positive sur le solde des finances publiques, le plan gouvernemental exerce un effet déflationniste sur l'économie, impact compensé par l'amélioration espérée de l'environnement international.»

Troisième conclusion: «En termes de politique économique, la projection souligne le fait que l'assainissement des finances publiques contraint

notre pays à mettre en œuvre une politique relativement déflationniste, alors que les économies voisines connaissent une certaine expansion au plan des revenus et de la croissance intérieure. Cette situation contrastée explique un développement plus lent des prix, des revenus intérieurs, de la demande intérieure, et partant, des importations dans notre pays, et conduit à l'accumulation d'un substantiel surplus extérieur, apparu dès le début de la période, renforcé d'emblée par d'importants gains de termes d'échange, et consolidé par une compétitivité satisfaisante.

L'ampleur de ce solde extérieur rend peu probable sa réalisation et montre simplement que, dans les hypothèses d'environnement retenues, une réorientation de politique économique pourrait s'avérer souhaitable avant la fin de la période de simulation. Elle pourrait prendre la forme soit d'une politique monétaire visant à renforcer la décélération des taux d'intérêt, soit d'un certain soutien des revenus intérieurs. Celui-ci ne pourrait toutefois se faire au détriment des finances publiques, sous peine de compromettre leur évolution vers une situation non explosive du déficit.

Het gaat hier om een merkwaardig en belangrijk document. Ik heb onmiddellijk gezien dat men allerlei conclusies daaraan heeft verbonden. Een conclusie kan men niet uit de weg gaan, namelijk dat het spaarplan van de regering noodzakelijk was en dat het volledig moet worden uitgevoerd. Indien eind 1987, of enige tijd later, zal blijken dat de buikriem wat kan worden losgelaten, zal de regering dat vanzelfsprekend doen. Ik heb er nooit enige twijfel over laten bestaan dat het de grote ambitie is van de regering precies op het stuk van de werkgelegenheid belangrijke initiatieven te kunnen nemen. Ik kom daar straks nog op terug. Wat onbetwistbaar blijkt, is dat ons land, indien het wil genezen, de moed moet hebben om het spaarplan uit te voeren. Tijdens de vele contestaties van de jongste weken heb ik mij dikwijls afgevraagd — daar waar voordien een consensus bestond, ook in de media —, waar de consensus heen was en of men niet al te veel energie en tijd verloor door allerlei vormen van contestatie. Men scheen uit het oog te verliezen dat de hoofdzakelijke evolutie van het tekort van de openbare financiën terug te brengen tot aanvaardbare normen en cijfers. Wij hebben de voorbije weken en dagen veel moeilijkheden overwonnen, maar het grote doel moet blijven: het spaarplan volledig uit te voeren. Wij mogen ons geen illusies maken: indien dit mislukt, zullen wij opnieuw wegzakken in een erg zorgwekkende situatie.

In verband met de uitvoering van het spaarplan, verwijs ik naar de mededeling die ik namens de regering heb gedaan op 23 mei jongstleden. Ik verklaarde daarbij dat de regering alle nodige maatregelen zou treffen, desnoods op wetgevend vlak, om ook de bezuinigingsoperatie wat de rijksschuld betreft, te doen slagen. Te dien einde werd inmiddels in artikel 48 van de fiscale programmawet een bepaling opgenomen. Over de draagwijdte van deze bepaling hebt u ongetwijfeld uitvoerig van gedachten kunnen wisselen met de minister van Financiën tijdens de bespreking van het ontwerp van wet houdende fiscale bepalingen. Het is de bedoeling van de regering, alvorens zij haar normale werkzaamheden onderbreekt voor een korte vakantie, een concrete beslissing te nemen over de uitvoering van de geplande schuldoperatie. Zij zal er ook voor waken dat het gebeurt zonder marktverstoringen.

Een andere belangrijke uitdaging wacht ons in de maand september. Het zou voor de regering gemakkelijker zijn geweest als ze samen met de besparingsmaatregelen, einde mei, ook concrete maatregelen had kunnen aankondigen in verband met de werkgelegenheid. Niet dat de regering daartoe niet in staat was; dit was wel het geval. Ik bevestig voor de Senaat dat wij, afgezien van enkele maatregelen in verband met de jeugdwerkloosheid, op uitdrukkelijk verzoek van verschillende sociale gesprekspartners niet verder zijn gegaan in de concretisering en detaillering van het werkgelegenheidsbeleid, omdat wij het interprofessioneel overleg alle kansen willen geven.

Les conclusions de cette concertation interprofessionnelle devaient normalement être déposées avant la fin du mois de juillet. Les interlocuteurs sociaux nous ont assuré qu'il est toujours possible qu'un tel accord intervienne et ont proposé de proroger le délai jusqu'au 15 septembre prochain. Le gouvernement marque son accord sur cette date, mais il est évident que si, à ce moment, un consensus n'était pas atteint, il utiliserait les pouvoirs spéciaux et fixerait le cadre dans lequel une négociation pourrait être engagée dans le secteur industriel et dans les entreprises.

Precies om de meeste kansen te geven aan het interprofessioneel overleg hebben wij met opzet nagelaten een aantal concrete maatregelen in te schrijven in het spaarplan, hoewel het voor de regering politiek veel beter zou zijn geweest al deze maatregelen terzelfder tijd aan te kondigen. De sociale gesprekspartners hopen een centraal akkoord tot stand te

brengen waarin naast het handhaven van de concurrentiekracht van onze economie, uiteraard ook de werkgelegenheid een zeer belangrijke plaats zal innemen.

Ik bevestig andermaal met nadruk dat wij kunnen aanvaarden te wachten tot 15 september. Indien op die datum geen centraal akkoord tot stand is gekomen of een akkoord dat geen voldoening schenkt op de twee essentiële punten — concurrentiekracht van de economie en werkgelegenheid —, zal de regering op basis van de bijzondere-machten-wet, zelf maatregelen uitvaardigen en zal zij onder meer het kader creëren, zoals wij dit hebben gedaan in 1982, waarin kan worden genegotieerd in sectoren en ondernemingen. In 1982 en begin 1983 hebben soortgelijke onderhandelingen, onder meer, geleid tot het fameuze 5-3-3-systeem dat de regering uiteindelijk zelf heeft uitgevaardigd.

Parmi les problèmes politiques qui ont été évoqués — et je limiterai la liste — je parlerai des réfugiés politiques, de Bruxelles et des contacts que nous avons avec les Exécutifs des Régions et des Communautés. Je répondrai à plusieurs questions posées par les intervenants.

Tout d'abord, monsieur Lallemand, en ce qui concerne le problème des réfugiés politiques, nous constatons, aujourd'hui en Belgique comme dans d'autres pays d'Europe, que de plus en plus d'étrangers pénètrent sur le territoire en demandant le statut de réfugié politique. Nombre d'entre eux n'obtiennent finalement pas ce statut. Dans ce cas, l'accès sans contrôle au territoire belge et les délais d'examen des demandes, imposent aux CPAS de prendre en charge ces étrangers pendant une période assez longue, avec des répercussions financières directes sur le budget de l'Etat et le budget des communes qui doivent couvrir le déficit de leur CPAS.

Bien entendu, il n'entre pas dans les intentions du gouvernement de limiter l'accès au statut de réfugié politique pour les étrangers qui répondent aux critères de la Convention internationale de Genève du 28 juillet 1951, amendée par le protocole de New-York du 31 janvier 1967. Le but du gouvernement est de renforcer le contrôle de l'accès au territoire en précisant les motifs qui permettent de refuser le séjour d'un étranger, d'accélérer les procédures d'examen des demandes des candidats réfugiés politiques qui ont été admis à séjourner en Belgique et d'imposer aux transporteurs certaines obligations relatives à l'accès des étrangers au territoire. En effet, d'éventuelles modifications apportées au chapitre II du titre II de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, permettront au ministre de la Justice d'exercer un véritable contrôle et de refouler à la frontière les candidats réfugiés dont la demande est injustifiée.

De heer Valkeniers. — Maar gebeurt dat?

De heer Martens, Eerste minister. — Neen, nog altijd niet.

De heer Valkeniers. — Het is hoog tijd.

M. Martens, Premier ministre. — Pour ceux qui seront admis à séjourner en Belgique, la création d'un commissariat général aux réfugiés et aux apatrides et d'une commission permanente de recours des réfugiés permettra de mieux maîtriser les procédures et de raccourcir les délais d'examen des dossiers. Ceux-ci sont actuellement traités, comme vous le savez — mais nous sommes le seul pays qui ait prévu un tel règlement —, par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Cet examen plus rapide et mieux adapté des dossiers permettra d'éviter de faire supporter des charges financières trop lourdes par de nombreux CPAS.

En ce qui concerne la procédure, il est vrai que le gouvernement avait envoyé pour avis au Conseil d'Etat un avant-projet d'arrêté royal numéroté. Mais le Conseil des ministres avait expressément prévu que, comme dans les autres cas, le gouvernement accepterait la conclusion de l'examen du Conseil d'Etat sur l'habilitation ou non dans la loi sur les pouvoirs spéciaux.

Je peux donc confirmer, monsieur Lallemand, que le gouvernement acceptera la conclusion du Conseil d'Etat sur ce point. S'il ressort de l'avis que la loi sur les pouvoirs spéciaux ne prévoit pas d'habilitation, il est évident que cette réforme, voulue par le gouvernement, devra être révisée par une procédure parlementaire normale, c'est-à-dire une modification des textes légaux par le Parlement.

Mijnheer de Voorzitter, ik kan natuurlijk niet antwoorden op alle punten die te berde werden gebracht. Ik wil echter van de uitzettingen van de heren Wyninckx, Moureaux en verschillende andere sprekers

gebruik maken om te antwoorden in verband met de audiovisuele problematiek.

Er wordt beweerd dat samen met de bijzondere machten ook het beleid van de regering op het stuk van de audiovisuele problematiek blij zou geven van een miskenning van onze democratische instellingen. De commissie van de Kamer heeft vannacht het wetsontwerp ter zake goedgekeurd. De kans bestaat dus dat dit wetsontwerp bij het hervatten van de parlementaire werkzaamheden na het reces in openbare vergadering zal worden besproken.

Ik moge erop wijzen dat vanuit de grootste en de zwaarste verantwoordelijkheid voor het vastleggen van een audiovisueel beleid bij de Gemeenschappen ligt. Ik ben daar gelukkig om. Dit is uitermate concreet. Daar de handelsreclame op radio en televisie krachtens de bijzondere wet van augustus 1980, zoals voordien het geval was, een nationale bevoegdheid is gebleven, is het dus de taak van de nationale wetgever het huidige verbod voor het opnemen van handelsreclame op radio en televisie te vervangen door een ander systeem. Dat systeem moet allereerst worden toegelaten en dan moeten de voorwaarden worden bepaald waarop de handelsreclame in radio- en televisieprogramma's kan worden uitgezonden. Dit kan natuurlijk slechts voor zover er radio- en televisie-uitzendingen zijn. Men kan niet *in vitro* of in een vacuüm handelsreclame uitzenden. Of naast de openbare radio- en televisie-uitzendingen niet-openbare uitzendingen zullen komen, is een beslissing van de Gemeenschappen!

De heer Vandekerckhove. — Er moet ook geld zijn.

De heer Martens, Eerste minister. — Of niet-openbare televisie-uitzendingen in de Vlaamse Gemeenschap of in de Franstalige Gemeenschap, radio-omroepverenigingen in de Franstalige Gemeenschap, om dan nog niet te spreken van de Duitstalige Gemeenschap, worden toegelaten, is de verantwoordelijkheid van die Gemeenschappen. Het is enkel als dergelijke uitzendingen bestaan dat de regering kan optreden.

De regering creëert een wettelijk kader met twee essentiële elementen. Het is duidelijk dat de discussie inzake handelsreclame wordt gevoerd in verband met de televisie-uitzendingen. Er zijn vrijwel geen opmerkingen in verband met de radio-uitzendingen.

De twee substantiële elementen van de regeling die de regering voorstaat zijn: ten eerste, het verbod dat vandaag nog algemeen is, wordt vervangen door een systeem van machtigingen.

Cela signifie que le gouvernement fournira une autorisation, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, à un service de radiodiffusion — ce terme englobe les émissions télévisées comme stipulé dans tous les actes internationaux — ou à une société de radiodiffusion, vocable que nous avons aussi défini dans le projet de loi.

Deuxième élément que je souhaite souligner: la règle spécifique selon laquelle, pour les émissions dirigées vers toute une communauté culturelle de notre pays, une seule autorisation...

M. Collignon. — C'est un monopole!

M. Martens, Premier ministre. — ... sera donnée soit à une société de droit public — comme la BRT ou la RTBF —, soit à une société de droit privé.

M. Collignon. — C'est la concurrence!

M. Martens, Premier ministre. — D'un point de vue légal, pour le gouvernement actuel, si une société de radiodiffusion conclut un accord avec la majorité des éditeurs de journaux, cet élément sera déterminant au niveau de la délivrance de l'autorisation. Nous sommes, en effet, convaincus que l'existence d'émissions publiques et non publiques, de même que la participation de la majorité des éditeurs de journaux à des émissions non publiques contribueront fortement à assurer le pluralisme dans l'information audiovisuelle, pluralisme qui n'existe toujours pas dans une des communautés de notre pays. Nous sommes les seuls en Europe à ne pas connaître ce régime de pluralisme institutionnel au niveau de l'information audiovisuelle.

Mijnheer Wyninckx, excuseer mij dat ik u gedeeltelijk in het Frans heb geantwoord. Ik nam echter aan dat de Franstalige leden van de Senaat zich bijzonder interesseren voor dit onderwerp.

De heer Wyninckx. — Ik ben tweetalig, mijnheer de Eerste minister.

De heer Martens, Eerste minister. — Een jaar geleden werd deze discussie omstandig gevoerd in de Kamer en gisteren werd ze daar gesloten in de commissie.

Mevrouw D'Hondt en ik hopen in het najaar hierover met de Senaat te kunnen discussiëren. Die bespreking wordt niet gevoerd onder tijdsdruk of onder andere druk. Wij willen ze zeer open en langdurig voeren, want het is een zeer belangrijke discussie. Ik ben ervan overtuigd dat de problematiek van de media, die van de audiovisuele media in het bijzonder, nog lang onze politieke debatten zal beheersen. De media zijn immers een zeer essentieel element voor het verfijnen van onze democratie.

In de geschreven pers bestaat er momenteel een pluralisme. Het wordt door rechtstreekse financiële hulp van de regering in stand gehouden en wij zullen dit verder blijven doen. Wij moeten met een zelfde grote kracht pleiten voor het tot stand brengen van het pluralisme in de audiovisuele media. Dit is een van de doeleinden van de regering. Zij kan dit echter niet rechtstreeks verwezenlijken, omdat de media onder de bevoegdheid vallen van de Gemeenschappen. De regering kan hiertoe wel bijdragen door het tot stand brengen van een regeling inzake handelsreclame op radio en televisie.

Mijnheer Chabert, na alle inspanningen van regeringswege gedurende meer dan vier jaar op het stuk van het herstel van de concurrentiekracht van onze economie, verwachten wij nu inderdaad ook een bijzondere inspanning van de ondernemers van ons land. Wij zouden initiatieven op het vlak van de tewerkstelling liefst tot stand gekomen zien via een centraal akkoord. Indien zo'n centraal akkoord echter achterwege blijft, zal de regering uiteraard haar verantwoordelijkheid op zich nemen.

De heer Chabert. — Men hoeft niet te wachten op een centraal akkoord om te investeren.

De heer Martens, Eerste minister. — Daarin heeft u gelijk, mijnheer Chabert.

Je désire remercier Mme Delruelle et Mme Herman en tant que chefs de groupe non seulement parce qu'elles ont parfaitement analysé la politique budgétaire et la politique socio-économique du gouvernement, mais aussi parce qu'elles sont des partisans fidèles de ce gouvernement. (*Exclamations sur les bancs socialistes.*)

Dit is zeer belangrijk. Ook de socialistische partijen zullen wellicht nog eens deel uitmaken van een regeringscoalitie. Iedereen die ervaringen heeft gehad met coalitieregeringen, weet dat de loyaliteit tussen de meerderheidspartijen een zeer belangrijk element is voor het welslagen van zo'n regering. (*Applaus op de banken van de meerderheid en protest op de socialistische banken en op de banken van de Volksunie.*)

Mevrouw Herman heeft terecht gezegd dat geen enkel herstelbeleid kan slagen indien er geen solidariteit is in de regering. Ik zal niet ontkennen dat wij in de voorbije maanden moeilijke momenten hebben gekend. De regering is niettemin in staat gebleven zo'n moeilijk spaarplan, dat allerlei reacties heeft losgewoeld, tot stand te brengen en uit te voeren. Wij hebben nog een belangrijk weekend voor de boeg. Indien wij ook dat goed doorkomen, waarvan ik overtuigd ben, zal de regering hiermee het bewijs hebben geleverd dat zij even efficiënt kan optreden als de vorige.

En ce qui concerne particulièrement Bruxelles et les droits de succession, je désire confirmer les propos tenus à la Chambre par MM. Gol et Dehaene. Le montant de ces droits, soit 2,5 milliards, sera effectivement inscrit au titre IV, du budget de la Région bruxelloise de l'année 1986. Cela signifie que, s'il n'était pas utilisé entièrement en 1986, il serait automatiquement reporté au budget de l'année 1987. La libération de cette somme, c'est-à-dire l'engagement de crédits, dépendra de la réalisation des conditions prévues par l'accord du gouvernement, à savoir un plan d'assainissement et un plan de restructuration. Un accord a été conclu sur ce point et je suis persuadé que les deux conditions prévues seront réalisées.

Ik ben mij er ten zeerste van bewust dat men niet in enkele dagen of weken een oplossing kan vinden voor de hele Brusselse problematiek. Ik deel volkomen de mening die onlangs publiek werd uitgesproken door de heer Chabert dat wij op een moment zijn gekomen om het gesprek over Brussel aan te vatten. Wij dienen de moed te hebben om op tamelijk korte termijn dit element dat wij niet bij de staatshervorming van 1980 hebben kunnen verwezenlijken, nu tot een goed einde te brengen.

M. Moureaux. — Cela veut dire avec un accord de majorité simple et donc sans véritable régionalisation pour Bruxelles.

De heer Martens, Eerste minister. — In verband met de besparingen voor de Gewesten en de Gemeenschappen is er een overleg aan de gang met de executieven, zoals wij ook met hen het belangrijk dossier van de huisvesting hebben onderzocht. Het doel van dit overleg is de Gewesten en de Gemeenschappen te doen besparen — zoals de andere geledingen van de Staat en ik denk aan de gemeenten en de provincies —, zonder de wet van 9 augustus 1980 te moeten wijzigen. Dit overleg heeft een goede kans op slagen, hoewel er tot nu toe nog niets vast besloten is.

En ce qui concerne l'enseignement, un accord a été conclu sur les mesures concrètes d'assainissement, samedi dernier.

M. Collignon. — Est-il encore d'application?

M. Martens, Premier ministre. — En doutez-vous, monsieur Collignon?

M. Collignon. — Les choses vont tellement vite et les duettistes de l'Éducation nationale ne sont pas là!

M. Pécriaux. — M. de Donnée ne partage pas votre point de vue, monsieur le Premier ministre.

M. Martens, Premier ministre. — Je voudrais saisir l'occasion pour confirmer les propos que j'ai tenus à la Chambre à la suite des interventions de M. Wauthy et de M. Michel et, au Sénat, en réponse à une question de Mme Delruelle.

Premièrement, tout en réalisant des économies dans l'enseignement, nous voulons maintenir la liberté pédagogique de chaque réseau.

M. Moureaux. — Sauf pour l'enseignement de l'État.

M. Martens, Premier ministre. — Deuxièmement, en respectant le droit à la formation des plus démunis, nous acceptons, dans le cadre des mesures d'économies, la spécificité de l'enseignement professionnel, de l'enseignement technique de qualification, les écoles rurales, comme les écoles flamandes à Bruxelles.

Troisièmement, nous avons accepté avec la communauté éducative, une concertation qui aura un caractère permanent. Ainsi, à l'automne prochain, nous tiendrons une concertation importante à la fois sur l'évaluation des mesures de l'année scolaire 1986-1987, sur l'élaboration des mesures d'assainissement pour l'année scolaire 1987-1988 et sur une réforme fondamentale de l'enseignement.

Quatrièmement, nous avons accepté une série de mesures proposées dans les solutions alternatives concernant l'emploi dans l'enseignement.

Dit zijn een aantal antwoorden over het hele regeringsbeleid, naar aanleiding van de bespreking van de Rijksmiddelenbegroting

De heer Van In. — Wazig!

De heer Martens, Eerste minister. — Dat is natuurlijk uw mening en ik zei daarstraks dat ik bij al die protesten soms de indruk had dat men alleen nog de bomen zag en niet het bos.

De heer Valkeniers. — Wij bespreken dit nu al de zesde keer.

De heer Martens, Eerste minister. — Mijnheer Valkeniers, de eenvoudige waarheid is dat de regering en haar parlementaire meerderheid doen wat moet! (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

De heer Valkeniers. — Dat hebt u al altijd gezegd.

De heer Martens, Eerste minister. — Het is niet onze bedoeling, zoals men heeft beweerd, te snijden in het sociaal welzijn, of pijn te doen. Het zou voor ons veel beter zijn, en wij zouden het veel liever doen eenmaal dat de publieke financiën zijn gesaneerd, al onze tijd en energie te besteden aan de werkgelegenheid. Ik hoop dat dit moment ooit eens komt, liefst binnen afzienbare tijd.

De heer Valkeniers. — U voorspelt dat steeds opnieuw. Wij kennen dat stilaan.

De heer Martens, Eerste minister. — Wat wij nu doen, moeten wij doen.

De heer Luyten. — Hij doet het weer.

De heer Martens, Eerste minister. — Het is onze plicht.

Ik dank de meerderheid omdat zij gedurende de voorbije moeilijke weken en maanden ons ten volle heeft gesteund! Dit is ook in dit debat tot uiting gekomen.

Certains ont dit que tel parti avait éré le perdant à Val-Duchesse. Il n'y a pas eu de perdant à Val-Duchesse. Au contraire, si nous avons le courage de réaliser le plan d'assainissement, il y aura un gagnant: ...

M. Valkeniers. — Martens! (*Sourires*)

M. Martens, Premier ministre. — ... notre pays! (*Exclamations sur les bancs socialistes.*)

Mijnheer de Voorzitter, ik besluit met op het engagement te wijzen dat ook tijdens dit debat is gebleken, en tot uiting werd gebracht door de woordvoerders van de meerderheid zoals de heer Chabert, mevrouw Herman, mevrouw Delruelle, de heer Desmarests en verschillende andere sprekers...

De heer Luyten. — U vergeet de heer De Bondt.

De heer Martens, Eerste minister. — Wij hebben ook met veel aandacht geluisterd naar de oppositie en naar de kritiek die werd uitgebracht.

Toch moet u één zaak goed weten: de meerderheid zal doorgaan en de regering zal doorgaan! Het herstel zal worden tot stand gebracht, ook op het vlak van de publieke financiën. Dat is niet alleen een recht, maar ook een plicht! Daarvoor dank ik de meerderheid. (*Zeer levendig en langdurig applaus op de banken van de meerderheid. Uitroepen op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, comme à son habitude, le Premier ministre n'a pas hésité à aborder les problèmes politiques ni à répondre franchement aux questions que nous avons posées. Il faut le reconnaître et nous le faisons volontiers.

Sur le plan économique, celui de la dette publique, qui est notre objet essentiel, nous constatons que le discours « mitraille » du ministre du Budget n'a été que la répétition d'un même thème inlassablement repris: il faut faire des économies. Rien de plus! Aucune réponse à nos questions essentielles. Pourtant, au cours de nos interventions, nous avons fait l'effort de formuler des propositions de remplacement. Il est, dès lors, faux et caricatural d'affirmer, comme il l'a fait, que les orateurs se soient bornés à répéter qu'il ne fallait pas toucher à tel ou tel secteur. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

Vous ne nous avez pas écoutés, monsieur le ministre du Budget, ou bien vous étiez absent. En tout cas, nous avons formulé des propositions et vous les retrouverez facilement dans le compte rendu des débats.

Dans un mois, le gouvernement sera à une triste fête, car il aura provoqué, en moins de cinq ans, un déficit de 3 000 milliards dans les finances publiques. Aujourd'hui, 31 juillet, nous en sommes à 60 milliards de ce chiffre.

Voilà la politique que vous avez menée et sur laquelle le gouvernement ne s'est jamais expliqué, pas même vous, monsieur le Premier ministre.

Nous le regrettons, car, de débat en débat, nous espérions une discussion sur le fond de votre politique. Nous avons avancé des arguments et proposé des mesures, sans avoir obtenu la moindre réponse. (*Applaudissements sur les bancs socialistes et sur certains autres bancs.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer André Geens.

De heer A. Geens. — Mijnheer de Voorzitter, de Vice-Eerste minister heeft hier nog eens herhaald waarom de begroting zo laat werd ingediend. Een van de redenen was dat het onderzoek naar de mechanismen die leiden tot abnormale uitgaven, zes weken in beslag heeft genomen.

Wanneer men een fundamenteel onderzoek wil wijden aan de begrotingsmechanismen, mijnheer de Vice-Eerste minister, en wanneer men inderdaad streeft naar zerobasisbudgettering, vergt dat geen zes weken, maar zes maanden, met de beste specialisten.

Wanneer u zegt dat de vertraging te wijten is aan de besparingsmaatregelen met alles wat daarmee gepaard gaat, moet mij toch iets van het hart. De Eerste minister heeft daarstraks gezegd dat meer dan zestig volmachtbesluiten zullen worden genomen vandaag, morgen en overmorgen, op het ogenblik dus dat de parlementaire werkzaamheden zijn beëindigd en elke parlementaire controle onmogelijk is. (*Applaus op verschillende banken.*)

Vervolgens wil ik er ook op wijzen dat u, mijnheer de Eerste minister, gedurende de verkiezingsstrijd de bevolking heeft misleid. U heeft immers altijd in het publiek en ook in de Senaat beweerd dat het opstellen van de begroting 1986 geen problemen zou scheppen, dat het kinderspel zou zijn. Wat uw Vice-Eerste minister hier vandaag is komen vertellen en al maanden zegt, is precies het tegenovergestelde. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

Mijnheer de Vice-Eerste minister en minister van Begroting, wanneer u beweert, weliswaar met de passende nuances, dat het resultaat positief is omdat het overheidstekort twintig miljard lager zal zijn, moet ik u er toch op wijzen dat de prijzen pas op het einde van het jaar worden uitgedeeld. Wij hebben het nog meegemaakt dat men in de loop van het jaar verklaarde dat het resultaat positief zou zijn. Wij moeten echter afwachten wat het zal worden.

U hebt beiden, heren ministers, gewezen op de rooskleurige vooruitzichten van het Planbureau. Wat u er echter niet bij vertelt, is dat de voorwaarden om deze resultaten te bereiken op het ogenblik in de omgekeerde richting evolueren volgens de internationale conjunctuurspecialisten. De tendensen die zich althans voordoen, stromen niet met de uitgangspunten van het Planbureau. Enige bescheidenheid ter zake is aangewezen. Ik zie u knikken, mijnheer de Vice-Eerste minister, en ik weet dat u ook in de commissie of was het hier tijdens het debat — ik herinner het mij niet goed meer — hebt gezegd dat voorzichtigheid geboden was. De Eerste minister zou er goed aan doen uw mening ter zake te delen.

Mijnheer de Eerste minister, u verklaarde dat men moest optreden wegens de schrikwekkende evolutie van de schuld en de schrikwekkende stijging van de interestlast die zeer zwaar drukt op de begroting. U hebt gezegd dat wij moeten doen wat moet. Wie is echter verantwoordelijk voor de huidige situatie? Hebben Martens I, II, III, IV en V dan niet gedaan wat moet? (*Applaus op de banken van de Volksunie en van Agalev.*) Nu beweren dat wij moeten doen wat moet, is bekennen dat u dat in het verleden niet heeft gedaan.

Heren ministers, u beweert dat de oppositie geen voorstellen heeft gedaan. Wij kennen dat liedje. Onze ervaring is echter dat bij elke poging van de oppositie om op deze tribune positieve voorstellen te formuleren, de ministers doen alsof zij doof zijn en niet reageren.

Wij hebben op deze tribune wel degelijk positieve voorstellen geformuleerd. Ik kan ze nu uiteraard niet herhalen. Ik vraag de ministers eens te herlezen wat wij hebben gezegd en in het vervolg met iets meer respect te luisteren naar wat werkelijk wordt gezegd en daarop in te gaan. Nu hebben de ministers geantwoord op wat hun best uitkwam.

Mijnheer de Vice-Eerste minister, u hebt opnieuw verwezen naar de studie van professor Moessen. U noch de Eerste minister hebt het nuttig geoordeeld aandacht te besteden aan onze uiteenzetting. Wij spraken over de noodzakelijke federalisering als middel voor besparingen en de sanering van de overheidsfinanciën. Ook professor Moessen heeft zeer uitdrukkelijk verklaard dat een verder gaande federalisering noodzakelijk is, wil men de sanering doen slagen.

Niet voor het eerst herhalen wij dat de regering de Gemeenschappen en de Gewesten behandelt als ondergeschikte besturen en niet als autonome deelstaten, zoals is bepaald in de wet op de staatshervorming van 1980. Deze regering behandelt de wet op de staatshervorming niet zoals u, mijnheer de Eerste minister, indertijd in dit Parlement hebt bedoeld. U bent wellicht vergeten dat u de meerderheid toen hebt overtuigd met het argument dat de *ristorno's* in 1985 gelijk zouden zijn aan de dotaties. Vandaag gebeurt echter precies het tegenovergestelde. U vermindert daarenboven ook nog de dotaties autoritair, zonder overleg. De Gemeenschappen en de Gewesten moeten alleen maar slikken wat u ze oplegt; er is helemaal geen sprake van overleg. Overleg is een lachertje.

Nochtans zal de communautaire problematiek vroeg of laat in alle heftigheid opnieuw tot uiting komen. Uit verschillende uiteenzettingen

in dit debat bleek dat de communautaire tegenstellingen nog altijd bestaan en er aan de basis nog steeds grote gevoeligheden aanwezig zijn. Wanneer u dit probleem niet oplost en wanneer u niet bereid bent om de staatshervorming voort te zetten, dan zal dit land ontploffen. Waarschijnlijk bent u uw idealen van enkele jaren geleden vergeten. Vroeg of laat, mijnheer de Eerste minister, zal de woordbreuk of zal het verloochenen van het gegeven woord zich wreken. (*Applaus op de banken van de Volksunie en op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, le temps qui nous est imparti ne nous permet plus d'entamer un long débat. Toutefois, je voudrais, monsieur le Premier ministre, revenir sur la seule question des réfugiés politiques.

Vous m'avez dit tout à l'heure que le gouvernement se soumettrait à l'avis du Conseil d'Etat. J'ai eu connaissance de ce projet d'arrêté royal dont vous avez, vous-même, explicité le contenu. Il est manifeste que les intentions du gouvernement en cette matière sont exorbitantes au regard des exigences constitutionnelles.

Il est tout à fait anormal qu'un arrêté de pouvoirs spéciaux puisse régenter le droit du ministre de sélectionner les réfugiés politiques à la frontière parce qu'ils porteraient atteinte à la sécurité publique ou parce que leur demande est abusive ou mal fondée, selon les termes employés dans l'arrêté.

Il est inconcevable de modifier aussi radicalement la loi de 1980 sur les étrangers, de porter atteinte aux principes de la convention de Genève par un arrêté de pouvoirs spéciaux dans une matière intimement et fondamentalement liée aux droits de l'homme. Jamais, jusqu'à présent, un gouvernement n'a modifié les droits des citoyens ou des personnes par des arrêtés de pouvoirs spéciaux. Cela est fondamentalement inconstitutionnel.

La violation de prérogatives du Parlement serait exceptionnelle en cette matière, d'autant plus que vous n'avez aucune habilitation, monsieur le Premier ministre: aucune disposition de la loi de pouvoirs spéciaux ne fait référence d'une quelconque manière au statut des étrangers et à la possibilité de réglementer cette matière par pouvoirs spéciaux.

S'il en était ainsi, vous auriez un pouvoir sans limite. Vous pourriez régenter l'euthanasie, décider de réunir les chômeurs dans des lieux déterminés; bref, vous pourriez porter atteinte aux droits fondamentaux sous le prétexte que la loi de 1986 sur les pouvoirs spéciaux vous permet de prendre toute mesure pour réduire le déficit des finances publiques.

A l'époque, vous aviez convenu vous-même qu'une telle interprétation de la loi serait inadmissible. Dès lors, je vous adresse une demande, monsieur le Premier ministre. Compte tenu de ce que vous êtes et de ce que vous représentez pour l'opposition qui s'accorde à dire que vous êtes une personne estimable et respectable — M. Moureaux et moi-même l'avons rappelé —, je vous demande, pour le Parlement et pour les relations que vous devez entretenir avec lui et qui se sont dégradées par cette politique de pouvoirs spéciaux, de renoncer à ce projet d'arrêté numéroté sans attendre l'avis du Conseil d'Etat.

Ceci nous permettra d'espérer une heureuse évolution des relations entre l'opposition et la majorité et sera le signe d'une volonté, dans votre chef, de ne pas laisser se dégrader davantage les relations entre le monde parlementaire et le gouvernement. Vous savez combien cet aspect de votre politique a justifié de critiques.

Si vous répondez positivement à ma demande, croyez que je vous en serais très reconnaissant. (*Applaudissements sur les bancs socialistes et sur divers autres bancs.*)

M. le Président. — La parole est à M. Martens, Premier ministre.

M. Martens, Premier ministre. — Monsieur le Président, je confirme que le gouvernement se soumettra à l'avis du Conseil d'Etat. Si ce dernier estime qu'il n'y a pas d'habilitation pour régler le problème par arrêtés de pouvoirs spéciaux, le gouvernement ne le fera pas. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. Lallemand. — Permettez-moi de vous dire, monsieur le Premier ministre, que je regrette qu'il vous faille l'avis du Conseil d'Etat pour mesurer le caractère inconstitutionnel de l'avant-projet d'arrêté que vous avez préparé. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close. Nous passerons à l'examen des articles de chacun des projets de loi au cours de la séance de ce soir.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene beraadslaging gesloten. Tijdens onze avondvergadering bespreken wij de artikelen van elk van de ontwerpen van wet.

ORDRE DES TRAVAUX

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

M. le Président. — Mesdames, messieurs, je vous propose d'interrompre nos travaux et de les reprendre à 19 heures 45.

Après l'examen des articles des projets de loi relatifs aux budgets des Voies et Moyens et de la Dette publique, nous entendrons le rapport de la commission des Pétitions. Ensuite nous nous prononcerons sur la proposition de résolution relative à la fermeture de l'usine Michelin. Les votes pourraient intervenir vers 21 heures 15.

Le Sénat est-il d'accord sur cet ordre des travaux ?

Gaat de Senaat akkoord met deze regeling van de werkzaamheden ?
(*Instemming.*)

PROJET DE LOI — ONTWERP VAN WET

Dépôt — Indiening

M. le Président. — Le gouvernement a déposé un projet de loi sur la concurrence économique.

De regering heeft ingediend een ontwerp van wet op de economische mededinging.

Ce projet de loi sera imprimé et distribué.

Dit ontwerp van wet zal worden gedrukt en rondgedeeld.

Il est renvoyé à la commission de l'Economie.

Het wordt verwezen naar de commissie voor de Economische Aangelegenheden.

PROPOSITION DE LOI — VOORSTEL VAN WET

Dépôt — Indiening

M. le Président. — M. Bataille a déposé une proposition de loi relative à la taxation des agriculteurs.

De heer Bataille heeft ingediend een voorstel van wet betreffende de belastingaanslag van de landbouwers.

Cette proposition de loi sera traduite, imprimée et distribuée.

Dit voorstel van wet zal worden vertaald, gedrukt en rondgedeeld.

Il sera statué ultérieurement sur sa prise en considération.

Er zal later over zijn inoverwegingneming worden beslist.

VOORSTEL — PROPOSITION

Indiening — Dépôt

De Voorzitter. — De heer Egelmeers heeft ingediend een voorstel tot wijziging van artikel 54 van het reglement van de Senaat.

M. Egelmeers a déposé une proposition de modification de l'article 54 du règlement du Sénat.

Dit voorstel zal worden vertaald, gedrukt en rondgedeeld.

Cette proposition sera traduite, imprimée et distribuée.

Het wordt verwezen naar de commissie voor het Reglement.

Elle est renvoyée à la commission du Règlement.

Le Sénat se réunira, ce soir, à 19 heures 45.

De Senaat vergadert opnieuw vanavond, te 19 uur 45.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 18 h 35 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 18 u. 35 m.*)

2182